

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1523

13 juin 2014

SOMMAIRE

4K Invest S.A.	73068	Polaris Finance Co S.à r.l.	73060
Accumalux	73067	Private Placement Fund	73060
Atares Lux Invest S.A.	73101	Private Placement Fund	73061
Bativia.Lux	73065	Probat Construction s.à r.l.	73059
Belrea S.à r.l.	73067	Qatena Luxembourg S.à r.l.	73058
Brandenburg Properties S.à r.l.	73065	Ragmont Holding S.à r.l.	73059
Broadstreet Mexico S.à r.l.	73066	Ravel Investment Sicav	73062
Broadstreet of Münsbach S.à r.l.	73065	R.C.C. Ventures S.A.	73058
Broadstreet S.à r.l.	73066	RC Investment	73063
Buzz Events	73065	Refina International S.A.	73059
Celgene Luxembourg Finance Company S.à r.l.	73067	Revevol S.à r.l.	73064
C.G. Sàrl	73064	Rigu S.C.I.	73064
CPM Securitisation Fonds S.A.	73104	RoadCom S.A.	73063
C.T.I. (Cutting Tools Industry) S.à r.l.	73066	RoMei S.A.	73059
DBAG Investment II S.à r.l.	73090	Safe Ship Capital Partners S.à r.l.	73060
Duchess III CDO S.A.	73104	Safety International Lux S.à r.l.	73063
KH II Estates 207 S.à r.l.	73079	S. à r.l. WUST Construction LUXEM- BOURG	73063
Pajo S.A.	73060	Saturne Sicav	73058
Paperclip S.à r.l.	73061	Senior Assist International S.à r.l.	73058
Paperclip S.à r.l.	73059	Sethunya S.à r.l.	73064
Parber S.A.	73061	Simon Investments S.à r.l.	73061
Patri	73060	Sulzbach (Bridge) S.à r.l.	73062
Pinehurst Investments S.à r.l.	73062		

Senior Assist International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 137.860.316,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 165.943.

—
EXTRAIT

Il résulte du contrat de cession de parts sociales en date du 21 mars 2014, que l'un des associés de la société, à savoir MILFIX S.à r.l., a cédé 250,000 parts sociales qu'il détenait à:

- Madame Inge VANDERHAEGHE, demeurant Schuttersvest, 62, B-2800 Mechelen, Belgique.

Luxembourg, le 10 avril 2014.

Pour SENIOR ASSIST INTERNATIONAL S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014052618/15.

(140059673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

R.C.C. Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 43.813.

—
Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

R.C.C. VENTURES S.A.

Référence de publication: 2014052596/10.

(140059771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Qatena Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 179.725.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 10 avril 2014.

Référence de publication: 2014052595/10.

(140060144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Saturne Sicav, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 157.264.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 20 mars 2014

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Pascal PIERRET, Olivier MASSE et Vincent FREDERICK, en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015,

2. de réélire KPMG Luxembourg S.à r.l., en qualité de Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015.

Luxembourg, le 10 avril 2014.

Pour SATURNE SICAV

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

Marc-André BECHET / Corinne ALEXANDRE

Directeur / Assistante

Référence de publication: 2014052629/19.

(140059913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

RoMei S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5534 Remich, 2, rue Foascht.

R.C.S. Luxembourg B 171.375.

Der Jahresabschluss auf den 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014052598/9.

(140060081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Ragmont Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 164.273.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2014.

Ragmont Holding S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Manager

Référence de publication: 2014052597/14.

(140060186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Probat Construction s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3961 Ehlange-sur-Mess, 35B, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 148.637.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2014052593/11.

(140059982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Refina International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 12.786.

Par la présente, je soussigné, Monsieur Cédric JAUQUET, ai l'honneur de vous informer que je me démet de mes fonctions d'Administrateur au sein de votre société avec effet immédiat.

Le 02 avril 2014.

Cédric JAUQUET.

Référence de publication: 2014052601/10.

(140059824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Paperclip S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4735 Pétange, 21, rue J.B. Gillardin.

R.C.S. Luxembourg B 50.556.

Je tiens à vous présenter par la présente ma démission définitive du poste de gérant de la société à responsabilité limitée Paperclip.

Helmsange, le 7 avril 2014.

Tania Karier.

Référence de publication: 2014052584/10.

(140059996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Pajo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4164 Esch-sur-Alzette, 6, Kleesgrendchen.
R.C.S. Luxembourg B 163.949.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

ACA – Atelier Comptable & Administratif S.A.

Signature

Référence de publication: 2014052582/12.

(140060162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Polaris Finance Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 175.191.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 11 avril 2014.

Référence de publication: 2014052577/10.

(140060150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Private Placement Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 102.950.

Le bilan consolidé au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PRIVATE PLACEMENT FUND

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014052591/11.

(140059969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Patri, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 67.161.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 avril 2014.

Référence de publication: 2014052587/10.

(140059962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Safe Ship Capital Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 127.653.

Il est pris note de la démission de Monsieur Martijn Kouwenhoven avec effet au 23 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 avril 2014.

Référence de publication: 2014052615/11.

(140059706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Private Placement Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 102.950.

Extrait des résolutions prises à l'Assemblée Générale Statutaire du 11 avril 2014

Messieurs Bernard JACQUEMIN, Rafik FISCHER et Serge D'ORAZIO résidant professionnellement au 43 Boulevard Royal, L-2955 Luxembourg sont réélus comme administrateurs pour un nouveau terme d'un an expirant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2015.

DELOITTE Audit S.à.r.l., 560, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, est réélu comme réviseur d'entreprises pour un nouveau terme d'un an expirant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2015.

Extrait certifié sincère et conforme

Pour PRIVATE PLACEMENT FUND

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014052592/16.

(140059970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Parber S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 25.847.

Par la présente, je soussigné, Monsieur Cédric JAUQUET, ai l'honneur de vous informer que je me démetts de mes fonctions d'Administrateur au sein de votre société avec effet immédiat.

Le 02 avril 2014.

Cédric JAUQUET.

Référence de publication: 2014052586/10.

(140059823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Paperclip S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7243 Bereldange, 68, rue du Dix Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 50.556.

Par la présente, je soussigné Monsieur Nico HANSEN vous informe que je démissionne avec effet immédiat, de mes fonctions de gérant administratif de la Société à responsabilité limitée dénommée PAPERCLIP SARL, ayant son siège social 68, rue du Dix Octobre à L-7243 BERELDANGE, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B, sous le numéro B50556.

Bissen, le 19 janvier 2005.

Nico HANSEN.

Référence de publication: 2014052585/12.

(140059996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Simon Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 171.885.

Extrait de la résolution prise par les associées en date du 9 avril 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, avec effet au 1^{er} mars 2014.

Veillez noter que l'adresse professionnelle des gérants B, Messieurs Jérôme DEVILLET, Christophe Emmanuel SACRE et Pierre CLAUDEL, se trouve désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 10.4.2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Simon Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014052621/16.

(140059675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Pinehurst Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 178.991.

—
Extrait de la résolution prise par les associées en date du 9 avril 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, avec effet au 1^{er} mars 2014.

Veillez noter que l'adresse professionnelle des gérants B, Messieurs Douwe TERPSTRA, Jérôme DEVILLET et Pierre CLAUDEL, se trouve désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 10.4.2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Pinehurst Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014052575/16.

(140059736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Ravel Investment Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 148.860.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 9 avril 2014

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire les administrateurs suivants pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015:

- Monsieur Marc-André Bechet,
- Monsieur Arnaud Michel,
- Monsieur Riccardo Millich.

2. de réélire KPMG Luxembourg S.à.r.l., en qualité de Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015.

Luxembourg, le 10 avril 2014.

Pour RAVEL INVESTMENT SICAV

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

Corinne ALEXANDRE / Marc-André BECHET

Assistante / Directeur

Référence de publication: 2014052599/22.

(140059881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Sulzbach (Bridge) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 3.929.600,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.216.

—
Extrait rectificatif du dépôt numéro L140018692 en date du 30 janvier 2014

Il apparaît que le nom de l'un des gérants de la Société a été erroné dans le formulaire de réquisition joint à l'extrait numéro L140018692 déposé en date du 30 Janvier 2014. Le nom de Mr. Martijn Sinninghe Damsté est Sinninghc Damsté et non Damsté.

A Luxembourg, le 10 avril 2014.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2014052624/16.

(140060193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

**RC Investment, Société Anonyme Soparfi,
(anc. RoadCom S.A.).**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 4, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 99.267.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2014.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2014052600/12.

(140060155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

S. à r.l. WUST Construction LUXEMBOURG, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 1, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 87.411.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014052611/12.

(140059805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Safety International Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 19.850.000,00.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 159.297.

Extrait des résolutions adoptées par les associés de la Société en date du 4 avril 2014

En date du 4 avril 2014, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- de nommer James Simon Edward Arnell, né le 5 octobre 1969 à Tidworth, Royaume-Uni, résidant professionnellement à l'adresse suivante: Warwick Court, Paternoster Square, EC4M 7DX Londres, Royaume-Uni, en tant que nouveau membre du conseil de gérance de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;
- d'accepter la démission de Robert Antony Dundas Leeming, né le 5 octobre 1978 à Londres, résidant professionnellement à l'adresse suivante: Warwick Court, Paternoster Square, EC4M 7DX Londres, Royaume-Uni, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Dr. Ralf Köster,
- Mr. Heiko Laubheimer,
- Dr. Thomas Bach,
- Mr. Stuart Douglas Simpson,
- Mr. Christian Fehling,
- Mr. James Simon Edward Arnell,
- Mr. Marc Elvinger,
- Mr. Alan Dundon,
- Mrs. Bénédicte Herlinvaux,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2014.

Safety International Lux S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014052616/30.

(140059791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Rigu S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-9644 Huldange, 8, Op d'Burrigplatz.
R.C.S. Luxembourg E 3.772.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 9 avril 2014.

Patrick SERRES

Notaire

Référence de publication: 2014052604/12.

(140059971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Revevol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 234.400,00.

Siège social: L-2355 Luxembourg, 10A, rue du Puits.
R.C.S. Luxembourg B 156.475.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 avril 2014.

Référence de publication: 2014052603/10.

(140059809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Sethunya S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 170.537.

Il résulte d'un acte sous seing privé du 19 février 2014 que KAPITOL INVESTMENTS S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B-170507, a cédé 12.500 parts sociales de EUR 1.- chacune de la société SETHUNYA S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, à VALON S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 42 rue de la Vallée, L- 2661 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B-63143.

Luxembourg, le 11 avril 2014.

Pour: SETHUNYA S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Magali Micheletti / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2014052635/19.

(140060304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

C.G. Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4320 Esch-sur-Alzette, 38, rue Dix Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 117.859.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire WBM

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2014052864/13.

(140060768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Brandenburg Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 115.636.

Les comptes annuels de la société au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014052840/12.

(140060488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Broadstreet of Münsbach S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 473.888.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 90.780.

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique de la Société en date du 2 avril 2014 que:

- Monsieur Martin Brown, a été révoqué de son mandat de gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat.
- Il est décidé de nommer Monsieur Antoine Berckmans, né le 19 juin 1978, à Uccle, Belgique, résidant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, comme gérant de catégorie B de la Société, avec effet au 2 avril 2014 pour une durée indéterminée.

Par conséquent, le conseil de gérance est maintenant composé comme suit:

- Lisa Wadlin, comme gérante de catégorie A de la Société;
- Stéphane Reul, comme gérant de catégorie B de la Société; et
- Antoine Berckmans, comme gérant de catégorie B de la Société.

Le 24 avril 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014052841/20.

(140061202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Buzz Events, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8140 Bridel, 70, rue du Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 171.865.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014052863/11.

(140060895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Bativia.Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 177.862.

L'associée unique, la société anonyme HOME GESTION (RCS B 150545) a désormais son siège social sis 8, rue Jean Engling à L-1466 Luxembourg.

Le gérant de la société, Monsieur Laurent MORILLON, est désormais domicilié 20, rue de Hollerich à L-1740 Luxembourg.

Référence de publication: 2014052851/11.

(140061015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Broadstreet Mexico S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: MXN 250.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 156.471.

Il résulte des résolutions écrites des associés de la Société en date du 2 avril 2014 que:

- Monsieur Martin Brown, a été révoqué de son mandat de membre de catégorie "B" de la Société avec effet immédiat.
- Il est décidé de nommer Monsieur Antoine Berckmans, né le 19 juin 1978, à Uccle, Belgique, résidant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, comme membre de catégorie "B" de la Société, avec effet au 2 avril 2014 pour une durée indéterminée.

Par conséquent, le conseil de gérance est maintenant composé comme suit:

- Lisa Wadlin, comme membre de catégorie "A" de la Société;
- Stéphane Reul, comme membre de catégorie "B" de la Société; et
- Antoine Berckmans, comme membre de catégorie "B" de la Société.

Le 14 avril 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014052843/20.

(140061201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Broadstreet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 150.060.

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique de la Société en date du 2 avril 2014 que:

- Monsieur Martin Brown, a été révoqué de son mandat de gérant B de la Société avec effet immédiat.
- Il est décidé de nommer Monsieur Antoine Berckmans, né le 19 juin 1978, à Uccle, Belgique, résidant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, comme gérant B de la Société, avec effet au 2 avril 2014 pour une durée indéterminée.

Par conséquent, le conseil de gérance est maintenant composé comme suit:

- Lisa Wadlin, comme gérante A de la Société;
- Stéphane Reul, comme gérant B de la Société; et
- Antoine Berckmans, comme gérant B de la Société.

Le 14 avril 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014052844/20.

(140061206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

C.T.I. (Cutting Tools Industry) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1948 Luxembourg, 2, rue Louis XIV.
R.C.S. Luxembourg B 151.459.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 août 2013

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société C.T.I (CUTTING TOOLS INDUSTRY) S.à r.l., tenue en date du 30 août 2013, les associés ont pris les décisions suivantes:

- L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la société de 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg vers 2, rue Louis XIV, L-1948 Luxembourg.

Pour extrait conforme et sincère

Signature

Référence de publication: 2014052866/14.

(140060568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Belrea S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 168.034.

EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire des associés du 3 avril 2014 de la société Belrea S.à.r.l., que Madame Rika Mamdy, demeurant au 29, rue Alfred de Musset, L-2175 Luxembourg et la société Tyndall Management (Samoa) S.A., ayant son siège social au Level 2, Lotemau Centre, 1 Vaea Street, WS Apia Samoa, enregistrée sous le numéro 5966, ont agréé le projet de cession suivant:

- Soixante-cinq (65) parts détenues par Madame Rika Mamdy, préqualifiée,

Le cessionnaire est Nationwide Management (Samoa) S.A., ayant son siège social au Level 2, Lotemau Centre, 1 Vaea Street, WS Apia Samoa, enregistrée sous le numéro 5967.

En vertu de la cession de parts précitées, la société Nationwide Management (Samoa) S.A., préqualifiée, possède dorénavant soixante-cinq (65) parts sociales de la société Belrea S.à.r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2014.

Belrea S.à.r.l.

Référence de publication: 2014052854/20.

(140060822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Celgene Luxembourg Finance Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 96.250,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 105.179.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2014052869/13.

(140060497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Accumalux, Société Anonyme.

Capital social: EUR 2.500.000,00.

Siège social: L-1899 Kockelscheuer, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 13.789.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 12 juin 2013.

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale décide à l'unanimité des voix de:

- Nommer comme nouvel Administrateur Monsieur Tom Felgen, demeurant 2 rue Adolphe L-1116 Luxembourg, pour un mandat de six années venant à échéance à l'Assemblée Générale de l'an 2019.

- Nommer comme nouvel Administrateur Monsieur Jean-Claude Schmitz, demeurant 51 rue de la Forêt L-7340 Heisdorf, pour un mandat de six années venant à échéance à l'Assemblée Générale de l'an 2019

- Nommer comme nouvel Administrateur Monsieur Edmond Muller, demeurant 17 rue de Kahler L-8378 Kleinbettingen, pour un mandat de six années venant à échéance à l'Assemblée Générale de l'an 2019

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Kockelscheuer, le 12 juin 2013.

Pour la société

Monsieur Charles-Louis ACKERMANN / M. René ELVINGER

Président / Vice-Président

Référence de publication: 2014052786/21.

(140060733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

4K Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 186.009.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth day of March,
Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Lanterne Holding Ltd., a limited liability company, incorporated and organized under the laws of Malta, having its registered office at Portico 7, Mensija Street, St. Julians, STJ1969, Malta, registered with the Malta Registry of Companies (MFSA) under Company Reg. No. C45711 (Lanterne),

here represented by Mr. Christoph Junk, employee, with professional address at 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, pursuant to a proxy dated 7th March 2014, hereto attached.

Such appearing person has requested the officiating notary to enact the following articles of association (the Articles) of a company which he declares to establish as follows:

Art. 1. Form and name. There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name 4K Invest S.A. (the Company) which is governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Company Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the same municipality by a resolution of the board of directors of the Company.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors of the Company. Where the board of directors of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the case of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for amendment of the Articles.

The Company shall not be dissolved by reason of death or dissolution of the single shareholder.

Art. 4. Corporate objects. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form whatsoever. It may issue notes, bonds and debenture and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may generally carry out any operations and transactions which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 5. Share capital. The subscribed share capital is set at EUR 70,000 (seventy thousand euros), represented by 70,000 (seventy thousand) shares having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the general meeting of shareholder(s) of the Company in the manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares. Shares will be issued in registered form only (actions nominatives).

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders, to be maintained at the Company's registered office, as the legal owner of such shares.

Certificates stating such inscription shall be delivered to the shareholder upon request.

The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between a usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propritaire) or between a pledgor and a pledgee.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 7. Transfer of shares. Transfer of registered shares shall be effected by a declaration of transfer inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Art. 8. Powers of the general meeting of shareholder(s) of the Company. As long as the Company has only one shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders of the Company. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the general meeting of shareholders of the Company shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the sole shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the sole shareholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of shareholders, any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

Art. 9. Annual General Meeting of the Shareholders - Other Meetings. The annual general meeting of shareholder(s) of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Wednesday in June of each year at 10:00 a.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting of shareholder(s) of the Company shall be held on the next following business day.

The annual general meeting of the shareholder(s) of the Company may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors of the Company, exceptional circumstances so require.

Other meetings of the shareholder(s) of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Any shareholder may participate in a general meeting of the shareholders of the Company by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholder(s) attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 10. Convening notices, quorum, powers of attorney and vote. The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the general meetings of the shareholder(s) of the Company, unless otherwise provided herein.

The board of directors of the Company may convene a general meeting. The board of directors of the Company shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any general meeting of the shareholders of the Company. This request must be addressed to the Company at least 5 (five) days before the relevant general meeting.

General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the board of directors setting forth the agenda and sent by registered letter at least 8 (eight) days prior to the meeting to each shareholder and to the shareholder's address as recorded in the register of shares.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened general meeting of the shareholders of the Company will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted in a general meeting of the shareholders of the Company where at least one half of the share capital is present or represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which concern the objects or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at 15 (fifteen) days interval at least and 15 (fifteen) days before the meeting in the Official Journal (Mémorial) and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall

reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes expressed at the relevant general meeting. Votes relating to shares for which the shareholder did not participate in the vote, abstain from voting, cast a blank (blanc) or spoilt (nul) vote are not taken into account to calculate the majority.

The nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders.

A shareholder may act at any general meeting of the shareholders of the Company by appointing another person who need not be a shareholder as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a general meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Before commencing any deliberations, the shareholders shall elect a chairman of the general meeting. The chairman shall appoint a secretary and the shareholders shall appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer form the general meeting's bureau.

The minutes of the general meeting of the shareholders of the Company will be signed by the members of the bureau of the general meeting and by any shareholder who wishes to do so.

However, in case decisions of the general meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board.

Art. 11. Management. For so long as the Company has a sole shareholder, the Company may be managed by a sole director who does not need to be a shareholder of the Company. Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a board of directors composed of at least 3 (three) directors, who need not be shareholders of the Company. The sole director and the members of the board of directors of the Company shall be elected for a term not exceeding 6 (six) years and shall be eligible for re-appointment.

Whenever a legal entity is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative to perform such director's mandate in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability, as if he was performing such director's mandate in his own name, without prejudice to the joint liability of the Legal Entity. The Legal Entity may only revoke the Representative provided that it simultaneously appoints a new Representative.

The director(s) shall be appointed by the general meeting of shareholder(s) of the Company. The general meeting of shareholder(s) of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the general meeting of shareholder(s) of the Company.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholder(s) of the Company. In the absence of any remaining directors, a general meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors.

Art. 12. Meetings of the board of directors of the Company. The board of directors of the Company may appoint a chairman (the Chairman) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors of the Company and of the resolutions passed at the general meeting or of the resolutions passed by the single shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the board of directors of the Company. In his/her absence, the other members of the board of directors of the Company will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or represented at such meeting.

The board of directors of the Company shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting, which shall, in principle, be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the board of directors of the Company shall be given to all the directors at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the board of directors of the Company.

No such written notice is required if all the members of the board of directors of the Company are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, of each member of the board of directors of the Company. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors of the Company.

Any member of the board of directors of the Company may act at any meeting of the board of directors of the Company by appointing in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another director as his or her proxy.

The board of directors of the Company can validly debate and take decisions only if at least the majority of its members is present or represented. A director may represent more than one of his or her colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting. Decision are taken by the majority of the members present or represented.

In case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall have a casting vote.

Any director may participate in a meeting of the board of directors of the Company by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the board of directors of the Company held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of directors of the Company may also be passed in writing, in case of urgency or where other exceptional circumstances so require. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each director. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Article 12 does not apply in the case that the Company is managed by a sole director.

Art. 13. Minutes of meetings of the board of directors of the Company or of resolutions of the sole director. The resolutions passed by the sole director of the Company shall be documented by written minutes held at the Company's registered office.

The minutes of any meeting of the board of directors of the Company shall be signed by the Chairman or a member of the board of directors of the Company who presided at such meeting or all the directors present at such meeting. The minutes relating to the resolutions taken by the sole director of the Company shall be signed by the sole director of the Company.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or any two members of the board of directors of the Company or the sole director (as the case may be) of the Company.

Art. 14. Powers of the sole director/board of directors of the Company. The sole director or, as the case may be, the board of directors of the Company, is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Company Law or by the Articles to the general meeting fall within the competence of the sole director or as the case may be, the board of directors of the Company.

Art. 15. Delegation of powers. The sole director or, as the case may be, the board of directors of the Company may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a shareholder or not, or a member of the board of directors of the Company or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

The sole director or, as the case may be, the board of directors of the Company may appoint a person, either a shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

The board of directors of the Company or, as the case may be, the sole director of the Company is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 16. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the joint signatures of two members of the board of directors of the Company or (ii) in the case of a sole director, the sole signature of the sole director. The Company shall further be bound by the joint signatures of any persons or the sole signature of the person to whom specific signatory power has been granted by the board of directors of the Company or the sole director of the Company, but only within the limits of such power. Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect in accordance with the first paragraph of article 15 above.

Art. 17. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the board of directors of the Company such personal and opposite interest

and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of shareholder(s) of the Company. This paragraph does not apply to a sole director.

For so long as the Company has a sole director, the transactions entered into by the Company and the sole director and in which the sole director has an opposite interest to the interest of the Company shall be set forth in minutes which will be presented to the next following general meeting of shareholder(s) of the Company.

The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the board of directors of the Company or the sole director concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

Art. 18. Indemnification. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. Auditor. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), or, where required by law, an independent external auditor (réviseur d'entreprises agréé). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding 6 (six) years and shall be eligible for re-appointment.

The statutory auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholder(s) of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the general meeting of shareholders of the Company with or without cause.

Art. 20. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and ends on the last day of December of each year.

Art. 21. Annual accounts. Each year, at the end of the financial year, the sole director of the Company or, as the case may be, the board of directors of the Company will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the Company Law.

At the latest one month prior to the annual general meeting of the shareholder(s) of the Company, the sole director of the Company or, as the case may be, the board of directors of the Company will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the statutory auditor(s) or, where required by law, to the independent external auditor of the Company who will thereupon draw up its report.

At the latest 15 (fifteen) days prior to the annual general meeting of shareholder(s) of the Company, the balance sheet, the profit and loss account, the reports of the board of directors of the Company and of the statutory auditor(s) or the independent auditor and such other documents as may be required by law shall be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the shareholders during regular business hours.

Art. 22. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent) of the capital of the Company as stated in article 5 above or as increased or reduced from time to time, but shall again be compulsory if the reserve falls below such 10% (ten per cent).

The general meeting of shareholder(s) of the Company shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may decide to pay dividends from time to time, as in its discretion it believes best suits the corporate purpose and policy and within the limits of the Company Law.

The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the board of directors of the Company or, as the case may be, the sole director and they may be paid at such places and times as may be determined by the sole director of the Company or, as the case may be, the board of directors of the Company.

The sole director of the Company or, as the case may be, the board of directors of the Company may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Company Law.

Art. 23. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 10 above. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of shareholder(s) of the Company deciding such liquidation. Such general meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 24. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Company Law.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

Thereupon, Lanterne, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to 70,000 (seventy thousand) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to EUR 70,000 (seventy thousand euro).

The amount of EUR 70,000 (seventy thousand euro) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 2,000.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. the registered office of the Company is set at 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg;
2. the number of directors is set at 3 (three) and that of the statutory auditor (commissaire aux comptes) at 1 (one);
3. the following persons are appointed as directors of the Company:
 - Mario Warny, born in Sankt Vith (Belgium) on 22 September 1973, with professional address at 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach;
 - Dr. Stefan Bulertz, born in Werl (Germany) on 7 March 1960, with professional address at Portico 7, Mensija Street, St. Julians STJ 1969, Malta;
 - Dr. Andreas Cebul, born in Klagenfurt (Austria) on 19 May 1976, with professional address at Elisabethstr. 91, D-80797 München, Germany.
4. LUDWIG Consult S.à r.l. with registered office at 31, op der Heckmill, L-6783 Grevenmacher is appointed as statutory auditor (commissaire aux comptes) of the Company.

The mandates of the members of the Board of Directors as well as the mandate of the statutory auditor (commissaire aux comptes) of the Company will terminate at the ordinary general meeting of shareholders to be held in 2015.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am achtundzwanzigsten März,

Vor Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg

IST ERSCHIENEN:

Lanterne Holding Ltd., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet nach maltesischem Recht, mit dem Gesellschaftssitz in Portico 7, Mensija Street, St. Julians, STJ1969, Malta, eingetragen im Malta Registry of Companies (MFSA) unter Registernummer C45711 (Lanterne),

hier rechtskräftig vertreten durch Herrn Christoph Junk, Angestellter, mit Geschäftsadresse in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, gemäß Vollmacht vom 7. März 2014, welcher gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleibt.

Der Komparent hat den Notar erbeten, folgende Satzung einer Gesellschaft (die Satzung) festzuhalten, welche er beschließt, wie folgt zu gründen:

Art. 1. Form und Name. Es existiert eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung 4K Invest S.A. (die Gesellschaft), die den Gesetzen des Großherzogtum Luxemburgs, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das Gesetz) und der vorliegenden Satzung unterliegt (die Satzung).

Art. 2. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Schuttrange, im Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss des Verwaltungsrats in jede beliebige Ortschaft derselben Gemeinde verlegt werden.

Tochtergesellschaften, Zweigniederlassungen oder andere Büros können durch Beschluss des Verwaltungsrats innerhalb des Großherzogtums Luxemburg oder in anderen Ländern gegründet werden. Sollte der Verwaltungsrat beschließen, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer oder militärischer Art eingetreten sind oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen dem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, bis solche außergewöhnlichen Umstände aufhören, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatszugehörigkeit.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Die Gesellschaft kann jederzeit aufgelöst werden durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welche unter den Mehrheitsbedingungen, die für Satzungsänderungsbeschlüsse notwendig sind, gefasst wird.

Die Gesellschaft kann nicht aufgelöst werden wegen einem Sterbefall oder wegen einer Auflösung des alleinigen Aktionärs.

Art. 4. Gegenstand. Der Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen in irgendwelcher Form an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und/oder andere Wertpapiere, Anleihen, Rentenwerte, Geldmarkteinlagen und/oder andere Schuldtitel aller Art und im Allgemeinen alle Wertschriften und/oder Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden, durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder sonst wie erwerben. Sie kann an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht jeglicher Gesellschaften oder Unternehmen teilnehmen. Des Weiteren kann sie direkt oder indirekt in Immobilienanlagen sowie in den Erwerb und die Verwaltung eines Bestands von Patenten oder anderen Rechten am geistigen Eigentum jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

Die Gesellschaft kann Darlehen jeder Art aufnehmen. Die Gesellschaft kann Schuldscheine, Anleihen und Rentenwerte sowie jede Art von Schuldtiteln und/oder Dividendenpapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich, ohne Begrenzung, die Erlöse aus Kreditverbindlichkeiten und/oder Emissionen von Schuld- oder Dividendenpapieren an ihre Tochtergesellschaften, angegliederten Gesellschaften und/oder an jede andere Gesellschaft verleihen.

Die Gesellschaft kann ihr gesamtes oder einen Teil ihres Vermögens als Sicherheit bestellen, verpfänden, übertragen, belasten oder sonst wie als Sicherheit bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und Vereinbarungen und/oder die Verpflichtungen und Vereinbarungen jeder anderen Gesellschaft nachzukommen, und sie im Allgemeinen zu eigenem Nutzen und zum Nutzen jeder anderen Gesellschaft oder Person abzusichern, soweit solche Tätigkeiten nicht als geregelte Tätigkeiten des Finanzieller Sektors angesehen werden.

Die Gesellschaft kann sich im Allgemeinen aller Techniken und Instrumente im Bezug auf ihre Anlagen bedienen, um diese effizient zu verwalten, einschließlich der Techniken und Instrumente, die dazu geeignet sind, die Gesellschaft gegen Kredit-, Wechsel-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

Die Gesellschaft darf generell alle Handlungen und Geschäfte vornehmen, welche dazu bestimmt sind, ihren Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zu fördern.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Kapital der Gesellschaft beträgt EUR 70.000,- (siebzigtausend Euro) und besteht aus 70.000 (siebzigtausend) Namensaktien mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1).

Das Aktienkapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre gemäß der Art und Weise, welche für Satzungsänderungen vorgesehen ist, erhöht oder vermindert werden.

Art. 6. Aktien. Aktien werden nur als Namensaktien begeben (actions nominatives).

Die Gesellschaft betrachtet die Person, auf welche die Aktien im am Gesellschaftssitz geführten Aktionärsregister registriert sind, als rechtliche Eigentümer dieser Aktien.

Bestätigungen über solche Eintragungen werden an den Aktionär auf Anfrage zugestellt.

Die Gesellschaft wird nur einen einzigen Aktieninhaber pro Aktie anerkennen. Sollten mehrere Personen zusammen eine Aktie besitzen, dann kann die Gesellschaft die Ausübung aller Rechte die diese Aktie beinhaltet aussetzen, bis eine Person als alleiniger Besitzer gegenüber der Gesellschaft berufen wird. Dieselbe Regel ist auch im Konflikt zwischen Nießbraucher (usufruitier) und bloßer Eigentümer (nu-propriétaire) oder zwischen Pfandgeber und Pfandschuldner anwendbar.

Die Gesellschaft kann unter denen vom Gesetz vorgeschriebenen Regeln ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 7. Aktienübertragung. Die Übertragung von Namensaktien wird durch eine Erklärung über die erfolgte Übertragung im Aktionärsregister durchgeführt, datiert und unterzeichnet vom Veräußerer und vom Erwerber oder Personen mit entsprechender Handlungsvollmacht.

Art. 8. Befugnisse der Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft. Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär, so übt dieser die Befugnisse aus, die per Gesetz der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind. Gemäß dieser Satzung sind Entscheidungen oder Befugnisse der Generalversammlung als Entscheidungen oder Befugnisse des alleinigen Aktionärs anzusehen, solange nur ein Aktionär in der Gesellschaft ist. Beschlüsse des alleinigen Aktionärs werden in Protokollen festgehalten.

Besteht die Gesellschaft aus mehreren Aktionären so wird eine ordnungsmäßig einberufene Hauptversammlung die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft darstellen. Diese hat die ausgedehntesten Befugnisse, um alle Geschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder gutzuheißen.

Art. 9. Jährliche Generalversammlung der Aktionäre - andere Versammlungen. Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre, findet gemäß luxemburgischem Recht jedes Jahr am zweiten Mittwoch im Juni um zehn Uhr morgens in Luxemburg am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Einberufungsschreiben angegebenen Ort in Luxemburg statt. Sofern dieser Tag ein Bankfeiertag ist, so wird die jährliche Generalversammlung der Aktionäre am ersten darauf folgenden Werktag abgehalten.

Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre darf im Ausland abgehalten werden, falls laut Entscheidung des Verwaltungsrates außergewöhnliche Ereignisse dies verlangen.

Andere Aktionärsversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, welche im Einberufungsschreiben festgelegt wurden.

Jeder Aktionär kann über Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedwede andere ähnliche Kommunikationsmittel an einer Generalversammlung teilnehmen, welche ermöglichen, dass (i) die Aktionäre, welche an der Versammlung teilnehmen, identifiziert werden können, (ii) alle Personen, die an der Sitzung teilnehmen, einander hören und miteinander sprechen können, (iii) eine permanente Übertragung der Sitzung gewährleistet ist und (iv) dass die Aktionäre alles in Erwägung ziehen / überlegen können, bevor sie zu einem Beschluss kommen. Die Teilnahme an einer Sitzung durch diese Mittel ist gleich einer physischen Teilnahme an dieser Sitzung.

Art. 10. Einberufungsschreiben, Quorum, Vertretungsbefugnisse und Beschluss. Die vom Gesetz vorgesehenen Einberufungsfristen und Mehrheiten sind ausschlaggebend für die Einberufung und das Abhalten der Generalversammlungen der Aktionäre, es sei denn, die Satzung sähe etwas anderes vor.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann eine Generalversammlung einberufen. Der Verwaltungsrat muss eine Generalversammlung einberufen, welche binnen eines Monats abgehalten wird, falls Aktionäre, die ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, es schriftlich unter Angabe der Tagesordnung verlangen. Einer oder mehrere Aktionäre, die mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, können einen oder mehrere Punkte der Tagesordnung einer Generalversammlung bestimmen. Der entsprechende Antrag ist mindestens fünf (5) Tage vor der Versammlung an die Gesellschaft zu richten.

Die Einberufung zur Generalversammlung erfolgt schriftlich unter Bekanntmachung der Tagesordnung und per Einschreiben, das mindestens acht (8) Tage vor dem Datum der Generalversammlung der Aktionäre an jeden Aktionär an dessen im Aktionärsregister hinterlegte Adresse verschickt wird

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme.

Aktionärsbeschlüsse werden durch einfache Mehrheit der von auf der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktionären abgegebenen Stimmen gefasst, es sei denn, das Gesetz oder diese Satzung würden etwas anderes vorsehen.

Satzungsänderungen können nur in Generalversammlungen beschlossen werden, in denen mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist und für welche die Tagesordnung die vorgeschlagenen Änderungen enthält und ggf. den Text solcher Änderungen, falls solche Änderungen den Gegenstand oder die Form der Gesellschaft betreffen. Wird die erste Bedingung nicht erfüllt, so muss eine zweite Versammlung in der von der Satzung vorgeschriebenen Form einberufen werden, durch Einberufung, welche zweimal, mit einem Intervall von fünfzehn (15) Tagen und mindestens fünfzehn Tage vor der Versammlung, im Mémorial veröffentlicht werden muss. Eine solche Einberufung muss die Tagesordnung und das Datum und die Resultate der vorigen Generalversammlung beinhalten. Die zweite Generalversammlung kann beraten ohne Bezug auf das vertretene Gesellschaftskapital. In beiden Generalversammlungen können Beschlüsse mit mindestens zwei Drittel der ausgesprochenen Stimmen gefasst werden. Blankostimmen und nichtige Stimmen werden nicht berücksichtigt, um die vorige Mehrheit zu berechnen.

Beschlüsse über die Änderung der Nationalität der Gesellschaft und die Erhöhung der Verpflichtungen der Aktionäre können nur durch einstimmigen Beschluss aller Aktionäre und Obligationeninhaber gefasst werden.

Ein Aktionär kann sich in einer Generalversammlung vertreten lassen, indem er eine andere Person, welche nicht Aktionär der Gesellschaft sein muss, schriftlich im Original, durch Fax oder E-Mail mit in Luxemburg gültiger elektronischer Unterschrift als Vertreter ernannt.

Wenn alle Aktionäre der Gesellschaft auf der Generalversammlung anwesend oder vertreten sind und sich als einberufen und als die Tagesordnung kennend ansehen, kann die Generalversammlung ohne vorige Einberufung abgehalten werden.

Die Aktionäre ernennen einen Vorsitzenden der Generalversammlung, bevor sie mit der Beratung anfangen. Der Vorsitzende ernennt einen Sekretär und die Aktionäre ernennen einen Stimmzähler. Der Vorsitzende, der Sekretär und der Stimmzähler formen das Bureau der Generalversammlung.

Die Mitglieder des Bureau der Generalversammlung sowie alle Aktionäre, die es so wollen, unterzeichnen das Protokoll der Generalversammlung.

Falls die Beschlüsse der Generalversammlung jedoch beglaubigt werden müssen, falls Kopien oder Auszüge vor Gericht oder sonst wo erfordert sind, dann muss das Protokoll durch den Verwaltungsratsvorsitzenden unterzeichnet werden.

Art. 11. Verwaltungsrat. Hat die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär, so ist sie berechtigt, nur durch einen einzigen Direktor verwaltet zu werden, welcher kein Aktionär der Gesellschaft zu sein braucht. Falls die Gesellschaft mehr als einen Aktionär hat, dann wird sie durch einen Verwaltungsrat verwaltet, welcher aus mindestens drei (3) Verwaltungsratsmitgliedern besteht, welche keine Aktionäre der Gesellschaft zu sein brauchen. Der alleinige Direktor respektive die Verwaltungsratsmitglieder werden für ein Mandat von nicht mehr als sechs (6) Jahren gewählt und können wiedererwählt werden.

Falls eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft gewählt wird, (die Juristische Person) so muss die Juristische Person einen permanenten Vertreter ernennen, welcher das Mandat des Verwaltungsratsmitglieds in dessen Namen und für dessen Rechnung ausführt (der Vertreter). Der Vertreter unterliegt denselben Voraussetzungen und Verpflichtungen und derselben Haftung, als würde er dieses Mandat in seinem eigenen Namen ausführen, ohne Beeinträchtigung der gesamtschuldnerischen Haftung der Juristischen Person. Die Juristische Person kann den Vertreter nur abberufen, wenn er gleichzeitig einen neuen Vertreter ernennt.

Die Generalversammlung der Aktionäre respektive der alleinige Aktionär ernennt den Verwaltungsrat respektive den alleinigen Direktor und entscheidet, wie viele Verwaltungsratsmitglieder die Gesellschaft haben wird, welches Gehalt diese erhalten und für wie lange sie erwählt werden. Ein Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre respektive des alleinigen Aktionärs kann ein Verwaltungsratsmitglied mit oder ohne Grund und zu jeder Zeit abberufen und/oder ersetzen.

Falls ein Verwaltungsratsmitgliedsposten vakant wird durch Tod, Rente oder anderswie, so können die übrigen Verwaltungsratsmitglieder durch Mehrheitsbeschluss ein Verwaltungsratsmitglied ernennen, um diesen vakanten Posten bis zur nächsten darauf folgenden Generalversammlung der Aktionäre aufzufüllen. Falls kein Verwaltungsratsmitglied mehr da ist muss, der Kommissar eine Generalversammlung einberufen, welche neue Verwaltungsratsmitglieder wählen muss.

Art. 12. Verwaltungsratsversammlungen. Der Verwaltungsrat kann einen Vorsitzenden aus seiner Mitte ernennen (der Vorsitzende) und kann einen Sekretär wählen, der kein Verwaltungsratsmitglied ist und welcher für die Protokollführung der Verwaltungsratssitzungen und der Generalversammlungen der Aktionäre zuständig ist. Der Vorsitzende sitzt allen Verwaltungsratssitzungen der Gesellschaft vor. Falls er nicht anwesend ist, ernennen die übrigen Verwaltungsratsmitglieder durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend einen anderen Vorsitzenden, der dann der entsprechenden Verwaltungsratssitzung vorsitzt.

Der Verwaltungsrat tagt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einberufung angegebenen Ort, welcher prinzipiell in Luxemburg ist.

Außer in Dringlichkeitsfällen, wo die Dringlichkeitsursache kurz in der Einberufung erläutert wird, werden die Verwaltungsratsmitglieder mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Sitzung schriftlich einberufen.

Wenn alle Verwaltungsratsmitglieder der Sitzung beiwohnen oder vertreten sind und erklären, die Tagesordnung zu kennen, ist eine schriftliche Einberufung nicht notwendig. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann auf die schriftliche Einberufung schriftlich sowohl im Original als durch Fax oder E-Mail mit in Luxemburg gültiger elektronischer Unterschrift verzichten. Eine separate schriftliche Einberufung ist nicht erforderlich für Sitzungen, welche zu Zeiten und an Orten abgehalten werden, die vorher in einem Anhang, über den es einen Verwaltungsratsbeschluss gibt, festgelegt wurden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in einer Sitzung vertreten lassen, indem es ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich im Original, durch Fax oder EMail mit in Luxemburg gültiger elektronischer Unterschrift als seinen Vertreter ernennt.

Der Verwaltungsrat kann tagen und Beschlüsse fassen, falls mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Ein Verwaltungsratsmitglied kann eines oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder vertreten, jedoch unter der Bedingung, dass mindestens zwei Verwaltungsratsmitglieder an der Sitzung teilnehmen. Beschlüsse werden durch Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Falls Stimmgleichheit besteht, hat der Vorsitzende die entscheidende Stimme.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann über Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedwede andere, ähnliche Kommunikationsmittel an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, welche ermöglichen, (i) dass die Verwaltungsratsmitglieder, welche an der Sitzung teilnehmen, identifiziert werden können, (ii) alle Personen, die an der Sitzung teilnehmen, einander hören und miteinander sprechen können, (iii) eine permanente Übertragung der Sitzung und (iv) dass die Verwaltungsratsmitglieder beraten können, bevor sie zu einem Beschluss kommen. Die Teilnahme an einer Sitzung durch

diese Mittel ist gleich einer physischen Teilnahme an dieser Sitzung. Eine Verwaltungsratssitzung, welche durch solche Kommunikationsmittel abgehalten wird, wird als eine in Luxemburg abgehaltene Sitzung angesehen.

Nichtsdestotrotz kann in dringenden Fällen ein Beschluss des Verwaltungsrats auch schriftlich gefasst werden oder sofern außerordentliche Umstände dies verlangen. Ein solcher Beschluss besteht aus einem oder mehreren Dokumenten, welche die Beschlüsse beinhalten und durch jedes Verwaltungsratsmitglied handschriftlich oder durch in Luxemburg gültige elektronische Unterschrift unterzeichnet sind. Das Datum der letzten Unterschrift wird als Datum des Beschlusses angesehen.

Artikel 12 findet keine Anwendung im Fall, wo die Gesellschaft durch einen alleinigen Direktor verwaltet wird.

Art. 13. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen oder der Beschlüsse des alleinigen Direktors. Die Beschlüsse des alleinigen Direktors werden schriftlichen zu Protokoll gebracht, welches am Gesellschaftssitz aufbewahrt wird.

Das Protokoll einer jeden Verwaltungsratssitzung wird durch den Vorsitzenden oder ein Verwaltungsratsmitglied, welches die Sitzung geleitet hat oder durch alle anwesenden Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet.

Das Protokoll der Beschlüsse des alleinigen Direktors wird durch diesen allein unterzeichnet.

Falls Kopien oder Auszüge solcher Protokolle vor Gericht oder sonst wo erfordert sind, dann müssen diese durch den Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitglieder oder den alleinigen Direktor unterzeichnet werden.

Art. 14. Befugnisse des alleinigen Direktors/Verwaltungsrates der Gesellschaft. Der Verwaltungsrat respektive der alleinige Direktor hat die ausgedehntesten Befugnisse, um alle Handlungen vorzunehmen, welche für die Erfüllung des Gesellschaftsinteresses notwendig oder nützlich sind. Alle Befugnisse, welche nicht vom Gesetz oder durch diese Satzung in den Befugnisbereich der Generalversammlung der Aktionäre fallen, sind dem Verwaltungsrat oder dem alleinigen Direktor vorbehalten.

Art. 15. Vertretung. Der Verwaltungsrat oder der alleinige Direktor kann eine Person, ob Aktionär oder nicht, ob Verwaltungsratsmitglied oder nicht, ernennen, welche die Gesellschaft bezüglich der Leitung der Tagesgeschäfte der Gesellschaft vertritt (*délégué à la gestion journalière*).

Der Verwaltungsrat oder der alleinige Direktor kann eine Person, welche nicht Aktionär oder Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft zu sein braucht, als permanenten Vertreter der Gesellschaft in den Gesellschaften, wo die Gesellschaft selbst Verwaltungsratsmitglied ist, ernennen. Dieser permanente Vertreter kann mit Diskretion, aber im Namen und für Rechnung der Gesellschaft handeln und kann die Gesellschaft in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied einer solchen Körperschaft verpflichten.

Der Verwaltungsrat oder der alleinige Direktor kann auch einer Person bezüglich spezifischer Funktionen auf allen Ebenen der Gesellschaft Vertretungsvollmacht geben.

Art. 16. Vertretungsbefugnis. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch (i) die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder (ii) im Falle eines alleinigen Direktors, durch die Unterschrift des alleinigen Direktors. Die Gesellschaft wird weiterhin durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift des- oder derjenigen verpflichtet, dem oder denen der Verwaltungsrat oder der alleinige Direktor die dazu nötigen Vertretungsbefugnisse gegeben hat, aber nur in den Grenzen der Vertretungsbefugnisse. Was die Leitung des Tagesgeschäfts anbelangt, so wird die Gesellschaft durch die alleinige Unterschrift derjenigen Person verpflichtet, welche gemäß Artikel 15 dazu ernannt wurde.

Art. 17. Interessenkonflikt. Kein Übereinkommen oder anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft soll als anfechtbar oder als ungültig gelten, falls einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Agenten der Gesellschaft ein Interesse in der anderen Gesellschaft haben oder Verwaltungsratsmitglied, Agent oder Angestellter dieser anderen Gesellschaft sind.

Ein Verwaltungsratsmitglied oder Agent der Gesellschaft, welcher Verwaltungsratsmitglied, Agent oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit welcher die Gesellschaft einen Vertrag schließen oder anderswie ins Geschäft kommen will, wird nicht allein durch den Grund seiner Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft daran gehindert, um über Sachen welche einen solchen Vertrag oder andere Geschäfte betreffen, mitzustimmen, zu beraten und sie in Erwägung zu ziehen.

Im Falle, dass ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft ein persönliches und gegensätzliches Interesse in einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss dieses Mitglied den Verwaltungsrat der Gesellschaft darüber informieren und nicht darüber beraten oder stimmen. Ein solches Geschäft und das Interesse desjenigen Verwaltungsratsmitglieds wird der folgenden Aktionärsversammlung mitgeteilt. Dieser Paragraph findet keine Anwendung, falls nur ein alleiniger Direktor in der Gesellschaft ist.

Für so lange, wie die Gesellschaft einen einzigen Direktor hat, sollen die Geschäfte zwischen der Gesellschaft und des alleinigen Direktors, in denen der alleinige Direktor ein gegensätzliches Interesse zu dem der Gesellschaft hat, in einem Protokoll festgehalten werden, welches der folgenden Aktionärsversammlung oder dem alleinigen Aktionär vorgelegt wird.

Die beiden letzten Paragraphen dieses Artikels finden keine Anwendung auf Beschlüsse des Verwaltungsrats oder des alleinigen Direktors bezüglich der Geschäfte, die in der normalen Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und die unter normalen Bedingungen abgewickelt werden.

Art. 18. Entschädigung. Die Gesellschaft soll jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Agenten oder deren Nachfolger für Ausgaben entschädigen, welche von ihm/ihnen in Bezug mit jeglicher Anklage oder Gerichtsfall, in dem er/sie Partei wurde(n) durch sein/ihr Verwaltungsratsmandat in der Gesellschaft oder dadurch, dass die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger einer anderen Gesellschaft war oder ist, von der er/sie keine Entschädigungsberechtigung hat, es sei denn, er würde in letzter Instanz als schuldig von grober Fahrlässigkeit oder Verfehlen befunden.

Im Falle eines Vergleichs („settlement“) soll die Entschädigung nur solche Angelegenheiten decken, welche durch diesen Vergleich („settlement“) gedeckt sind und für welche die Gesellschaft durch einen Berater Zusage bekommen hat, dass die Person, welche die Entschädigung erhalten soll, keinen solchen Pflichtmangel beging.

Art. 19. Wirtschaftsprüfer. Die Handlungen der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer (commissaire(s) aux comptes) überwacht oder, falls gesetzlich vorgeschrieben, durch einen unabhängigen externen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé). Der Rechnungsprüfer wird für eine Zeitspanne von nicht mehr als sechs (6) Jahren ernannt und kann wiederernannt werden.

Die Generalversammlung der Aktionäre wählt den oder die Rechnungsprüfer und entscheidet, wie viele Rechnungsprüfer die Gesellschaft hat, dessen / deren Entlohnung und Mandatsdauer. Der oder die Rechnungsprüfer kann / können durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre jederzeit auch ohne Angabe von Gründen abberufen werden.

Art. 20. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 21. Jahresabschluss. Jedes Jahr am Ende des Geschäftsjahres setzt der Verwaltungsrat beziehungsweise der alleinige Direktor den Jahresabschluss der Gesellschaft in der vom Gesetz vorgeschriebenen Form auf.

Spätestens ein Monat vor der jährlichen Generalversammlung legt der Verwaltungsrat beziehungsweise der alleinige Direktor dem Rechnungsprüfer beziehungsweise dem Wirtschaftsprüfer die Bilanz der Gesellschaft, die Gewinn- und Verlustrechnung, seinen Bericht und etwaige andere, von Gesetzes wegen vorgeschriebene Dokumente vor, der daraufhin seinen Bericht erstellt.

Spätestens fünfzehn (15) Tage vor der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre werden die Bilanz der Gesellschaft, die Gewinn- und Verlustrechnung, der Bericht des Verwaltungsrats, der Bericht des Rechnungsprüfers beziehungsweise des Wirtschaftsprüfers und andere gesetzlich vorgeschriebene Dokumente am Sitz der Gesellschaft zur Einsicht der Aktionäre während der normalen Geschäftszeiten aufgelegt.

Art. 22. Gewinnverwendung. Aus dem jährlichen Nettoprofit der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) einer vom Gesetz erforderten Reserve zugeteilt. Diese Zuteilung ist nicht mehr erforderlich, falls diese Reserve zehn Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals, wie angegeben im Artikel 5, oder erhöht oder herabgesetzt von Zeit zu Zeit, erreicht, wird aber wieder obligatorisch, falls die Reserve unter diese zehn Prozent (10 %) fällt.

Die Generalversammlung der Aktionäre entscheidet, wie der Rest des jährlichen Nettoprofits verteilt wird und kann unter den vom Gesetz bestimmten Bedingungen / Grenzen entscheiden, dass von Zeit zu Zeit Dividenden ausbezahlt werden.

Die Dividenden können in Euro oder in einer anderen Währung und zu den Zeiten und an den Orten, die vom Verwaltungsrat oder dem alleinigen Direktor bestimmt werden, ausbezahlt werden.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, Interimsdividenden unter den vom Gesetz bestimmten Bedingungen und Grenzen auszuschütten.

Art. 23. Auflösung und Liquidation. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher gemäß den Satzungsänderungsmehrheiten gefasst werden muss, wie angegeben im Artikel 10. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft muss die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche natürliche oder juristische Personen sein können) ausgeführt werden, welche durch die Aktionärsgeneralversammlung, die über die Auflösung entscheidet, ernannt werden. Die Generalversammlung entscheidet auch über die Befugnisse und das Gehalt der Liquidatoren oder des Liquidators.

Art. 24. Gesetz. Alle Angelegenheiten, welche nicht durch diese Satzung geregelt sind, werden durch das Gesetz geregelt.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Datum dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung und Einzahlung

Danach erklärt die Lanterne Holding Ltd., vorher erwähnt und wie oben genannt vertreten, die siebzigtausend (70 000) Namensaktien mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1) zu zeichnen und sie alle vollständig durch Barzahlung in einer Höhe von siebzigtausend Euro (EUR 70.000,-) einzuzahlen.

Der Gesellschaft steht der Betrag von siebzigtausend Euro (EUR 70.000,-) zur Verfügung, wie dies dem instrumentierenden Notar nachgewiesen wurde, der dies ausdrücklich bestätigt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich

Schätzung der Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr EUR 2.000.-.

Beschlüsse des Alleinigen Aktionärs

Sofort nach der Gründung der Gesellschaft hat der alleinige Aktionär, welcher die Gesamtheit des Aktienkapitals vertritt, die folgenden Beschlüsse gefasst:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.
- 2) Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei (3) und die des Rechnungsprüfers (commissaire aux comptes) wird auf eins (1) festgesetzt.
3. Folgende Personen werden zu Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft ernannt:
 - Mario Warny, geboren in Sankt Vith, Belgien, am 22. September 1973, beruflich ansässig in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach;
 - Dr. Stefan Beulertz, geboren in Werl, Deutschland, am 7. März 1960, beruflich ansässig in Portico 7, Mensija Street, St. Julians STJ 1969, Malta;
 - Dr. Andreas Cebul, geboren in Klagenfurt, Österreich am 19. Mai 1976, beruflich ansässig in Elisabethstr. 91, D-80797 München (Deutschland).
4. LUDWIG Consult S.à r.l., mit Sitz in 31, op der Heckmill, L-6783 Grevenmacher, wird zum Rechnungsprüfer (commissaire aux comptes) der Gesellschaft ernannt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder sowie des Rechnungsprüfers enden mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2015.

Deklaration

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache mächtig ist, bestätigt hiermit, dass der Text der vorliegenden Satzung auf Wunsch der Parteien in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; er bestätigt weiterhin, dass es der Wunsch der Parteien ist, dass im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text der englische Text Vorrang hat.

Aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an den Bevollmächtigte der Erschienenen, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. JUNK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 avril 2014. Relation: LAC/2014/15741. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 10. April 2014.

Référence de publication: 2014052150/660.

(140059227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2014.

KH II Estates 207 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 186.022.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth day of March.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

KITTY HAWK CAPITAL PARTNERS II L.P., a Jersey limited partnership, having its registered office at PO Box 1075, Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, JE4 2QP and recorded with the Registrar of Companies of Jersey under

number 1408, acting by its general partner KITTY HAWK CAPITAL PARTNERS II GP LIMITED (company number 109330),

represented by Mr. Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a proxy given on February 2014,

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "KH II Estates 207 S.à r.l." (hereafter the Company), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in the sole discretion of the manager(s) and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the shareholders of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

4.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is set at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EUROS (EUR 12,500.00) represented by TWENTY-FIVE (25) shares with a par value of FIVE HUNDRED EUROS (EUR 500.00) each, all subscribed and fully paid-up, each share having such rights and obligations as set out in the present Articles.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles provided that the share capital cannot be lower than the minimum share capital required by law.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence, in accordance with and subject to, these Articles.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is recognized per share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders.

The transfer of shares (inter vivos) to non- shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem all its shares save for the ordinary shares and within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or several managers. If several managers are appointed, they will constitute the board of managers composed of one or several class A managers and one or several class B managers. The managers are appointed by the shareholders which set the term of their office. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The manager(s) may be dismissed at any time ad nutum (without any reason) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, whether shareholders or not, by (i) the sole manager, or as the case may be (ii) any class A manager and any class B manager.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager as his proxy by phone, such appointment to be confirmed in writing subsequently.

9.5. No resolutions of the board of managers will be valid or effective without votes in favour of the relevant resolution from (i) at least one (1) class A manager and (ii) at least one (1) class B manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, and hear and

speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the sole signature of the sole manager, or (ii) the joint signatures of any one class A manager and any one class B manager, save for administrative matters, where the Company is bound towards third parties by the single signature of any manager but only for transactions up to an amount of twenty thousand euros (EUR 20,000) on a per transaction basis and an amount of one hundred thousand euros (EUR 100,000) on an annual aggregate basis, or (iii) by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with Article 8.2.

Art. 11. Liability of the managers.

11.1 The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

11.2 To the extent permissible under Luxembourg law, the managers and other officers of the Company, as well as those persons to whom signatory powers have been validly delegated in accordance with article 8.2 of these Articles, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been managers, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or wilful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

11.3 To the extent permissible under Luxembourg law and except as provided for in article 59 paragraph 2 of the Law, a manager shall not be responsible for the acts, neglects or defaults of the other managers, or for any loss or damage caused by an error of judgment or oversight on their part, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which shall occur in the performance of their duties, except if the same results from or through his gross negligence or wilful default.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. Without prejudice to articles 12.2 and 12.4 of these Articles, resolutions of the shareholders shall be adopted at general meetings.

12.2. If there are not more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution. The shareholders shall be consulted in writing in accordance with article 13.2 of these Articles and shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

12.3. Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Each share is entitled to one vote.

12.4. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the single shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

Art. 13. Notices, quorum, majority and voting proceedings.

13.1. The shareholders may be convened or consulted by any manager of the Company. The single manager, or as the case may be, the board of managers must convene or consult the shareholders following the request of shareholders representing more than one-half of the share capital of the Company.

13.2. The shareholders shall be convened or consulted in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

13.3. Written notice of any meeting of the shareholders shall be given to all shareholders at least 8 (eight) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting.

13.4. Meetings of the shareholders of the Company shall be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings.

13.5. If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

13.6. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person (who need not be a shareholder) as his proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

13.7. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than one-half of the share capital of the Company. If this figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

13.8. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority (in number) of the shareholders owning at least three quarters of the share capital of the Company. However, in no case may the majority oblige any of the shareholders to increase his participation in the Company.

13.9. The shareholders can only change the nationality of the Company by unanimous vote.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year and annual general meeting.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of the same year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

14.4. If there are more than twenty-five (25) shareholders, the annual general meeting of the shareholders shall be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice, on the third Monday of April of each year at 10.00 a.m. and if such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

14.5. If there are not more than twenty-five (25) shareholders, the annual general meeting of the shareholders shall be held at such place and time as may be specified in the convening notice of the meeting which shall take place within the time limit set forth by the Law.

Art. 15. Statutory/External auditor.

15.1 If there are more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes).

15.2 To the extent required by Law, the operations of the Company shall be supervised by one or several external auditors (réviseurs d'entreprises).

15.3 The statutory/external auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six (6) years and shall be re-eligible.

15.4 The statutory/external auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholders of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office.

Art. 16. Allocation of Profits.

16.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 of these Articles.

16.2 The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

16.3 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus subject to the provisions set forth hereafter.

16.4 Subject to the provisions set forth hereafter, interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers of the Company;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the shareholders of the Company;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened; and

(v) should, after the close of the financial year, the amount available for distribution appear to be less than the amount distributed as an interim dividend, the relevant shareholders shall be required to refund the shortfall to the Company;

VI. Dissolution - Liquidation

17.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of

shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholders or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

17.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company, subject to the provisions of article 16 which shall apply mutatis mutandis so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the dividend distribution rules.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law and to any agreement which may be entered into among the shareholders from time to time (if any) for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall start on this present day and end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

Thereupon,

KITTY HAWK CAPITAL PARTNERS II L.P., prenamed and represented as stated above declares to subscribe for TWENTY-FIVE (25) ordinary shares, in registered form, with a par value of FIVE HUNDRED EUROS (EUR 500.00) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EUROS (EUR 12,500.-).

The amount of TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EUROS (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred EUROS (EUR 1,400.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. Are appointed for an indefinite period:

- a.) Mr. ANDREW PETTIT, born on 7 March 1968 in Cleethorpes, United Kingdom, with professional address at 20 Balderton Street, London, W1K 6TL, as category "A" manager;
- b.) Mr. NICHOLAS WEST, born on 17 May 1972 in Aylesbury, United Kingdom, with professional address at 20 Balderton Street, London, W1K 6TL, as category "A" manager;
- c.) Mr. CLIFF LANGFORD, born on 28 March 1957, in London, United Kingdom, with professional address at 2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, as category "B" manager;
- d.) Ms. HABIBA BOUGHABA, born on 6 September 1973, in Charleville-Mezières, France, with professional address at 2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, as category "B" manager; and
- e.) Mrs. PAMELA VALASUO, born on 26 May 1975, in Borgå lk, Finland, with professional address at 2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, as category "B" manager.

2. The registered office of the Company is established at 2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party who signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq mars,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

KITTY HAWK CAPITAL PARTNERS II L.P., une société en commandite (Limited Partnership) régie par les lois de Jersey, dont le siège social se situe au PO Box 1075, Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, JE4 2QP et immatriculée

au Registre des Sociétés de Jersey sous le numéro 1408, agissant par son associé commandité KITTY HAWK CAPITAL PARTNERS II GP LIMITED (numéro de société 109330),

représentée par M. Gianpiero SADDI, employé privé, avec adresse professionnelle au 2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, par vertu d'une procuration donnée sous seing privé en février 2014,

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexe au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les Statuts d'une Société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination "KH II Estates 207 S.à r.l." (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la Loi), ainsi que par les présent statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision du gérant unique, ou le cas échéant, par le conseil de gérance. Le siège social peut également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents déterminés à la discrétion du(des) gérant(s), et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une Société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes Sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et/ou autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette, et, en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toutes Sociétés ou entreprises. Elle pourra en outre effectuer directement ou indirectement des investissements immobiliers et investir dans l'acquisition et gérer un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billet à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, Sociétés affiliées et/ou à toutes autres Sociétés ou personnes et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres Sociétés ou personnes et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres Sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, en ce compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut d'une façon générale effectuer toutes les opérations et transactions qui favorisent directement ou indirectement ou se rapportent à son objet.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés de la Société adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

4.3. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital social - Parts sociales

Art. 5 Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) représenté par VINGT-CINQ (25) parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale de CINQ CENTS EURO (EUR 500,00) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées chacune jouissant des droits et obligations tels que décrit dans les présents Statuts.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par résolution des associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes, conformément à, mais sous réserve de, ces Statuts.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

La cession de parts sociales (inter vivos) à des non associés est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Une cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle a été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec l'article 1690 du code civil.

Pour toutes les autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et peut être consulté par chaque associé qui le désire.

6.5. La Société peut racheter la totalité de ses parts sociales à l'exception de ses parts sociales ordinaires et dans les limites fixées par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance composé d'un ou plusieurs gérants de catégorie A et d'un ou plusieurs gérants de catégorie B. Les gérants sont nommés par les associés qui déterminent le terme de leur mandat. Le(s) gérant(s) ne doivent pas nécessairement être des associé(s).

7.2. Les gérants sont révocables à n'importe quel moment ad nutum (sans justifier d'une raison) par une résolution des associés.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts aux associés seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus d'un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Le gérant unique ou, selon le cas, (ii) tout gérant de catégorie A et tout gérant de catégorie B pourra déléguer des pouvoirs spéciaux et limités dans des cas précis à un ou plusieurs agents, associés ou non.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans la convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. Cette convocation écrite n'est pas nécessaire si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord écrit de chaque membre du conseil de gérance de la Société soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique. Des convocations écrites séparées ne seront pas exigées pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un calendrier préalablement adopté par résolution du conseil de gérance de la Société.

9.4. Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance en nommant par écrit, soit en original ou par téléfax, courrier électronique, télégramme ou télex, un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut également nommer un autre gérant comme son mandataire par téléphone, mais cette nomination devra ensuite être confirmée par écrit.

9.5. Aucune résolution du conseil de gérance sera valablement prise ou effective sans que les votes en faveur de (i) au moins un (1) gérant de la catégorie A, et (ii) au moins un (1) gérant de la catégorie B. Les Résolutions du conseil de

gérance sont prises dans un procès-verbal qui devra être signé par tous les gérants présents ou représentés dans la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Des résolutions circulaires signées par tous les gérants seront valable et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées à une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées en original, par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par (i) la seule signature du gérant unique, ou (ii) la signature conjointe de tout gérant de catégorie A et tout gérant de catégorie B, sauf pour les matières administratives, où la Société est engagée envers les tiers par la signature individuelle d'un gérant mais seulement pour des transactions qui ne dépassent pas vingt mille euros (EUR 20.000) par transaction et cent mille euros (EUR 100.000) au total par année, ou (iii) par la signature unique ou conjointe de toute personne à qui ce pouvoir de signature a été valablement délégué conformément à l'article 8.2. des présents Statuts.

Art. 11. Responsabilité des gérants.

11.1 Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la Loi.

11.2 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, les gérants et autres fondés de pouvoir de la Société, ainsi que toutes les personnes à qui des pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2 des présents Statuts seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses encourus ou supportés par eux en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent être partie en raison de leur statut actuel ou passé de gérants, fondés de pouvoir ou délégués de la Société, en raison de toute transaction effectuée par la Société, tout contrat conclu ou action accomplie, ou omise ou dans laquelle ils ont participé, en relation avec l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages et dépenses dues à leur faute lourde ou manquement dolosif, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont ces personnes peuvent jouir.

11.3 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, et sauf dans les cas prévus à l'article 59 paragraphe 2 de la Loi, un gérant ne sera pas responsable des actes, négligences ou manquements des autres gérants, ou pour toute perte ou tout dommage causés par une erreur de jugement ou inadvertance de leur part, ou pour toute autre perte, dommage ou préjudice quelle qu'il soit qui surviendrait lors de l'exécution de son mandat, sauf si cela résulte de, ou est causé par, une faute lourde ou manquement dolosif lui incombant.

IV. Assemblées générales des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. Sans préjudice des articles 12.2 et 12.4 des présents Statuts, les résolutions des associés sont adoptées en assemblées générales.

12.2. Si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire. Les associés seront consultés par écrit conformément à l'article 13.2 des présents Statuts et exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées en original, par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

12.3 Chaque associé a des droits de vote proportionnellement au nombre de parts détenues par celui-ci. Chaque part sociale donne droit à un vote.

12.4 L'associé unique assume tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique sont consignées en procès-verbaux ou rédigées par écrit.

Art. 13. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote.

13.1 Les associés peuvent être convoqués ou consultés par tout gérant de la Société. Le gérant unique, ou le cas échéant, le conseil de gérance doit convoquer ou consulter les associés à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

13.2 Les associés sont convoqués ou consultés par écrit, soit en original ou par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

13.3 Une convocation écrite à toute assemblée des associés sera donnée à tous les associés au moins 8 (huit) jours avant la date fixée de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans la convocation de ladite assemblée.

13.4 Les assemblées des associés de la Société seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations respectives des assemblées.

13.5 Si tous les associés de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée des associés et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

13.6 Un associé peut prendre part à toute assemblée générale des associés de la Société en désignant une autre personne comme mandataire (associé ou non) par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

13.7 Les décisions collectives ne sont valablement prises que dans la mesure où elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première assemblée ou première consultation écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

13.8 Cependant, les résolutions pour modifier les Statuts ou pour dissoudre et liquider la Société ne peuvent être adoptées que par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société. Cependant, en aucun cas la majorité peut obliger un des associés à augmenter sa participation dans la Société.

13.9 Les associés peuvent changer la nationalité de la Société uniquement par vote unanime.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

14.1. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dresse le bilan et le compte de pertes et profits de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérant(s), auditeur(s) (s'il y en a) et des associés de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de ces inventaire et bilan au siège social de la Société.

14.4 Si le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq, l'assemblée générale des actionnaires sera tenue au siège social de la Société ou en tout autre endroit de la municipalité du siège social tel que mentionné dans les convocation, le troisième lundi du mois d'avril à 10 heures et si ce jour est un jour férié à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

14.5 Si le nombre d'associés ne dépasse pas vingt-cinq associés, l'assemblée générale des associés se tiendra au lieu et heure indiqué dans la convocation à l'assemblée, et devra avoir lieu dans le délai prévu par la loi.

Art. 15. Commissaire aux comptes / Réviseur d'entreprise.

15.1 Si le nombre d'associés dépasse vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

15.2 Dans la mesure requise par la Loi, les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises.

15.3 Le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseur(s) d'entreprises sera (seront) élu(s) pour une durée maximum de six (6) ans et sera (seront) rééligibles.

15.4 Le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseur(s) d'entreprises sera(seront) nommé(s) par l'assemblée générale des associés de la Société qui déterminera leur nombre, rémunération et la durée de leur mandat.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel qu'augmenté ou réduit selon l'article 5 des Statuts.

16.2 La prime d'émission disponible est distribuée aux associés après décision de l'assemblée générale des associés conformément aux dispositions qui suivent. L'assemblée générale des associés a le droit d'affecter à la réserve légale tout ou partie de la prime d'émission.

16.3 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du surplus sous réserve des dispositions qui suivent.

16.4 Sous réserve des dispositions suivantes, des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) un état des comptes ou un inventaire ou un rapport est établi par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;

(ii) cet état des comptes, inventaire ou rapport montre que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par les associés de la Société; et

- (iv) assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés;
- (v) si, après la clôture de l'exercice social, le montant disponible à la distribution apparaît inférieur au montant distribué en tant que dividende intérimaire, les associés seront tenus de reverser la différence à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, nommés par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par la Loi ou la décision des associés, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

17.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux Associés proportionnellement au nombre d'actions détenues par chaque associé dans la Société, sous réserve des dispositions de l'article 16 qui s'appliqueront mutatis mutandis afin d'atteindre sur une base consolidée le même résultat que celui dérivé des règles de distribution de dividendes.

VII. Dispositions générales

Il est fait référence aux dispositions de la Loi et à tout contrat qui peut être conclu entre les associés de temps à autre (le cas échéant) pour tous les points qui ne font pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces présents Statuts.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2014.

Souscription et Libération

Sur ces faits,

KITTY HAWK CAPITAL PARTNERS II L.P., prénommée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à VINGT-CINQ (25) parts sociales ordinaires, sous forme nominative, d'une valeur nominale de cinq cents euros (EUR 500,00) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

Le montant de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents Euros (EUR 1.400,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérant pour une durée indéterminée:
 - a.) M. ANDREW PETTIT, né le 7 mars 1968 à Cleethorpes, Royaume-Uni, résidant professionnellement à 20 Balderton Street, Londres, W1K 6TL, comme gérant de catégorie A;
 - b.) M. NICHOLAS WEST, né le 17 mai 1972 à Aylesbury, Royaume-Uni, résidant professionnellement à 20 Balderton Street, Londres, W1K 6TL, comme gérant de catégorie A;
 - c.) M. CLIFF LANGFORD, né le on 28 mars 1957, à Londres, Royaume-Uni, résidant professionnellement à 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, comme gérant de catégorie B;
 - d.) Mme HABIBA BOUGHABA, née le 6 septembre 1973, à Charleville-Mezières, France, résidant professionnellement à 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, comme gérant de catégorie B; et
 - e.) Mme PAMELA VALASUO, née le 26 mai 1975, à Borgå Ik, Finlande, résidant professionnellement à 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, comme gérant de catégorie B.
2. Le siège social de la Société est établi à 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête du présent.

Lecture du document ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé, avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 1 avril 2014. Relation: LAC/2014/15249. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 10 avril 2014.

Référence de publication: 2014051852/565.

(140059488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2014.

DBAG Investment II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 186.004.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth of March.

Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

DBAG Holding II S.à r.l., a société à responsabilité limitée having an issued capital of EUR 12,500.-, with its registered office at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg and in the process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ,

here represented by Maître Manfred Müller, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on March 28, 2014; such proxies, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of "DBAG Investment II S.à r.l."

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the Municipality of Niederanven.

The registered office may be transferred to any other place within the Municipality of Niederanven by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)").

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers").

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the “Secretary”).

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days’ written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company’s corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers’ Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the first day of the month of June.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall *mutatis mutandis* apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of October and ends on the last day of September of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager(s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholders	subscribed capital	number of ordinary shares	amount paid-in
DBAG Holding II S.à r.l.	EUR 12,500.-	12,500	EUR 12,500.-
Total:	EUR 12,500.-	12,500	EUR 12,500.-

The amount of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Transitory Provision

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of September of 2014.

Shareholders resolutions

First Resolution

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at two (2) the number of Managers and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

- James Bermingham, lawyer, born in Sheffield, United Kingdom, on 19 December 1972, professionally residing at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Anke Jager, manager, born in Salzgitter, Germany, on 22 April 1968, professionally residing at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausend und vierzehn, am achtundzwanzigsten März.

Vor dem unterzeichnenden Notar, Maître Marc Loesch, mit dem Amtssitz in Mondorf-les-Bains, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

DBAG Holding II S.à r.l., eine société à responsabilité limitée mit einem Grundkapital in Höhe von EUR 12.500, -, mit Sitz in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxemburg-Findel, Großherzogtum Luxemburg die sich zur Zeit in der Anmeldung beim Luxemburger Firmen- und Handelsregister befindet,

hier vertreten durch Maître Manfred Müller, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, kraft einer privatschriftlich am 28. März 2014 erteilten Vollmacht.

Die oben genannte Vollmacht, welche von dem Vollmachtnehmer und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, bleibt der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigelegt.

Daraufhin wurde die Satzung einer Gesellschaft wie folgt festgestellt:

Kapitel I. Form, Name, Sitz, Gegenstand, Dauer

Art. 1. Form, Name. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (die „Gesellschaft“) gegründet, die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg (den „Gesetzen“) und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

Die Gesellschaft kann aus einem Alleingesellschafter, der Eigentümer aller Gesellschaftsanteile ist, oder aus mehreren Gesellschaftern, deren Zahl jedoch vierzig (40) nicht überschreiten darf, bestehen.

Die Gesellschaft wird unter dem Namen „DBAG Investment II S.à r.l.“ firmieren.

Art. 2. Sitz. Die Gesellschaft wird ihren Sitz in der Gemeinde Niederanven haben.

Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss der (des) Geschäftsführer(s) an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde Niederanven verlegt werden.

Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch einen Beschluss der (des) Geschäftsführer(s) entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

Sollte(n) die (der) Geschäftsführer oder die Geschäftsführung der Auffassung sein, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder gesellschaftlicher Art aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder den Austausch mit der Geschäftsstelle am Gesellschaftssitz beziehungsweise zwischen der Geschäftsstelle am Gesellschaftssitz und im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigen könnten, so kann die Gesellschaft den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Beilegung der außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland zu verlegen. Diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf das Statut der Gesellschaft, welche trotz der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin den luxemburgischen Gesetzen unterliegt. Die genannten vorübergehenden Maßnahmen sind von der Geschäftsführung zu beschließen und den hiervon betroffenen Dritten mitzuteilen.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Der Zweck der Gesellschaft umfasst die Akquisition, das Halten und die Veräußerung von Beteiligungen in luxemburgischen und/oder ausländischen Unternehmen, sowie die Verwaltung, Entwicklung und Betreuung solcher Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann zugunsten von Unternehmen, welche der Unternehmensgruppe angehören, jede finanzielle Unterstützung gewähren, wie zum Beispiel die Gewährung von Darlehen, Garantien und Sicherheiten jeglicher Art und Form.

Die Gesellschaft kann auch in Immobilien, geistiges Eigentum oder jegliche andere bewegliche oder unbewegliche Vermögensgüter investieren.

Die Gesellschaft kann in jeder Art und Form Darlehen aufnehmen und private Emissionen von Schuldscheinen oder ähnlichen Schuldtiteln oder Warrants oder ähnliche Anteile, die Recht auf Aktien geben, ausgeben.

Generell kann die Gesellschaft jede kommerzielle, industrielle oder finanzielle Tätigkeit ausführen, welche für die Ausführung und Entwicklung ihres Zweckes dienlich ist.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Sie kann jederzeit aufgelöst werden durch einen Beschluss des/der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit dem nach dem Gesetz oder dieser Satzung für die Änderung der Satzung erforderlichen Quorum und den erforderlichen Mehrheiten gefasst wird, und in Übereinstimmung mit Artikel 29 dieser Satzung.

Kapitel II. Kapital, Anteile

Art. 5. Ausgegebenes Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), und ist in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) aufgeteilt. Alle Anteile sind vollständig eingezahlt.

Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen der Satzung oder des Gesetzes sind alle Anteile mit denselben Rechten und Pflichten ausgestattet.

Zusätzlich zum ausgegebenen Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden auf das alle Emissionsaufgelder, die auf einen Anteil eingezahlt werden, verbucht werden. Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann zur Zahlung von Anteilen, die die Gesellschaft von ihrem(n) Gesellschafter(n) zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden oder um Mittel zur gesetzlichen Rücklage bereitzustellen, verwendet werden.

Art. 6. Anteile. Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme.

Jeder Anteil ist der Gesellschaft gegenüber unteilbar.

Gemeinschaftliche Eigentümer von Anteilen müssen sich gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Bevollmächtigten, der auch ein Dritter sein kann, vertreten lassen.

Der Alleingesellschafter kann seine Anteile frei übertragen.

Besteht die Gesellschaft aus mehreren Gesellschaftern, so sind die Anteile unter ihnen frei übertragbar und die Anteile können nur dann an Nicht-Gesellschafter übertragen werden, wenn die Gesellschafter mit einer Mehrheit, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals darstellt, ihr Einverständnis erklären.

Die Übertragung von Anteilen muss durch notarielle Urkunde oder durch privatschriftlichen Vertrag belegt werden. Eine solche Übertragung wird gemäß Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuches Luxemburgs erst dann gegenüber der Gesellschaft oder Dritten bindend, wenn sie der Gesellschaft gegenüber ordnungsgemäß angezeigt oder von dieser angenommen worden ist.

Die Gesellschaft ist berechtigt ihre eigenen Anteile im Hinblick auf deren sofortige Annullierung zurückzuerwerben.

Anteilsbesitz führt die stillschweigende Akzeptanz der Satzung und der von den (dem) Gesellschafter(n) gültig getroffenen Beschlüsse mit sich.

Art. 7. Kapitalerhöhung und Kapitalherabsetzung. Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s), der mit Anwesenheits- und Mehrheitsverhältnissen, wie sie aufgrund der Gesetze oder der Satzung zur Änderung der Satzung erforderlich sind, gefasst wird, einmal oder mehrmals erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 8. Handlungsunfähigkeit, Tod, Aussetzung von Bürgerrechten, Konkurs oder Insolvenz eines Gesellschafters. Die Handlungsunfähigkeit, der Tod, die Aussetzung von Bürgerrechten, der Konkurs oder die Insolvenz oder ein vergleichbarer, die (den) Gesellschafter betreffender Umstand, hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Kapitel III. Geschäftsführer, Wirtschaftsprüfer

Art. 9. Geschäftsführer. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche keine Gesellschafter sein müssen, geführt (die (der) „Geschäftsführer“).

Werden zwei (2) Geschäftsführer bestellt, so verwalten sie die Gesellschaft gemeinschaftlich.

Werden mehr als zwei (2) Geschäftsführer bestellt, so wird ein Geschäftsführungsrat (der „Geschäftsführungsrat“) gegründet.

Die Geschäftsführer werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, welche(r) ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die (der) Geschäftsführer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s) abberufen werden.

Die (der) Gesellschafter können (kann) beschließen, die gewählten Geschäftsführer als Geschäftsführer A (der (die) „Geschäftsführer A“) oder als Geschäftsführer B (die (der) „Geschäftsführer B“) zu qualifizieren.

Der/die Gesellschafter soll(en) weder an der Geschäftsführung teilnehmen noch sich in diese einmischen.

Art. 10. Befugnisse der (des) Geschäftsführer(s). Die (der) Geschäftsführer haben (hat) die weitestgehenden Befugnisse, um alle zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen Handlungen vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die die Satzung oder die Gesetze nicht ausdrücklich den Gesellschaftern oder den Wirtschaftsprüfern vorbehalten, fallen in die Zuständigkeit der (des) Geschäftsführer(s).

Art. 11. Übertragung von Befugnissen - Vertretung der Gesellschaft. Die (der) Geschäftsführer können (kann) spezielle Befugnisse oder Vollmachten an Personen oder Ausschüsse, die von ihnen gewählt werden, übertragen oder diese mit bestimmten ständigen oder zeitweiligen Funktionen ausstatten.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch die alleinige Unterschrift des einzigen Geschäftsführers oder, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt worden ist, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern, gebunden.

Falls die (der) Gesellschafter die Geschäftsführer als Geschäftsführer A oder als Geschäftsführer B qualifiziert haben (hat), ist die Gesellschaft Dritten gegenüber nur gebunden, wenn ein Geschäftsführer A und ein Geschäftsführer B gemeinsam unterzeichnen.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber auch durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift derjenigen Personen gebunden, denen eine spezielle Vollmacht von dem (den) Geschäftsführer(n) übertragen worden ist, jedoch nicht über die Grenzen dieser speziellen Vollmacht hinaus.

Art. 12. Sitzung des Geschäftsführungsrates. Für den Fall, dass ein Geschäftsführungsrat bestellt wird, gelten folgende Regeln:

Der Geschäftsführungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden benennen (der „Vorsitzende“). Er kann auch einen Schriftführer benennen, welcher selbst kein Geschäftsführer sein muss und für die Protokollführung der Sitzung der Geschäftsführung zuständig ist (der „Schriftführer“).

Der Geschäftsführungsrat tritt nach Aufruf durch den Vorsitzenden zusammen. Eine Versammlung des Geschäftsführungsrates muss einberufen werden, wenn zwei (2) seiner Mitglieder dies verlangen.

Der Vorsitzende steht allen Versammlungen des Geschäftsführungsrates vor, es sei denn, dass in seiner Abwesenheit der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrates durch mehrheitliche Abstimmung durch die anwesenden oder vertretenen Mitglieder als zeitweisen Vorsitzenden ernennt.

Außer in Dringlichkeitsfällen oder mit vorheriger Zustimmung aller Teilnahmeberechtigten, werden die Sitzungen des Geschäftsführungsrates mindestens drei (3) Kalendertage vor ihrem Termin schriftlich durch ein die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel einberufen. Jede dieser Benachrichtigungen soll Ort und Zeit der Sitzung sowie die Tagesordnung und die Art der zu behandelnden Geschäftstätigkeit angeben. Auf die Mitteilung kann durch ordnungsgemäß dokumentierten Beschluss jedes Geschäftsführungsmitglieds verzichtet werden. Für Sitzungen, deren Zeit und Ort in einem zuvor von der Geschäftsführung angenommenen Beschluss festgelegt wurde, ist keine gesonderte Benachrichtigung erforderlich.

Die Sitzungen des Geschäftsführungsrates finden in Luxemburg oder an einem anderen Ort statt, den die Geschäftsführung von Zeit zu Zeit bestimmen kann.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei den Sitzungen des Geschäftsführungsrates durch ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrates vertreten lassen, indem er dieses hierzu schriftlich ermächtigt; die Bevollmächtigung kann durch jedes

die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmedium übertragen werden. Jeder Geschäftsführer kann einen oder mehrere Geschäftsführer vertreten.

Die Beschlussfähigkeit des Geschäftsführungsrates erfordert die Anwesenheit von mindestens der Hälfte (1/2) seiner amtierenden Mitglieder, wobei im Falle der Qualifizierung der Geschäftsführer als Geschäftsführer A oder als Geschäftsführer B, außerdem mindestens ein (1) Geschäftsführer A und ein (1) Geschäftsführer B anwesend oder vertreten sein muss.

Entschlüsse werden per Mehrheitsbescheid aller bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder des Geschäftsführungsrates gefasst.

Ein oder mehrere Mitglieder des Geschäftsführungsrates können an Sitzungen durch eine Telefonkonferenzschaltung oder durch ähnliche Mittel, welche die gleichzeitige Kommunikation zwischen den Teilnehmern sicherstellen, teilnehmen. Diese Teilnahmeform wird der persönlichen Anwesenheit bei der Sitzung gleichgestellt.

Eine von allen Geschäftsführern unterzeichnete Entscheidung steht einem Beschluss gleich, der in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Geschäftsführungsrates gefasst worden wäre. Ein solcher Beschluss kann festgehalten werden in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts und jeweils von einem oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 13. Beschlüsse der Geschäftsführung. Die Beschlüsse der(s) Geschäftsführer(s) werden schriftlich festgehalten.

Alle Sitzungsprotokolle werden vom Vorsitzenden und vom Schriftführer (falls es einen solchen gibt) unterzeichnet. Alle Vollmachten werden den betreffenden Sitzungsprotokollen beigelegt.

Kopien oder Auszüge der schriftlichen Beschlüsse oder Sitzungsprotokolle, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, können von einem Geschäftsführer oder durch zwei (2) Geschäftsführer gemeinsam, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt wurde, unterzeichnet werden.

Art. 14. Vergütung und Ausgaben. Vorbehaltlich der Zustimmung durch die (den) Gesellschafter, können (kann) die (der) Geschäftsführer eine Vergütung hinsichtlich ihrer (seiner) Verwaltung der Gesellschaft erhalten. Darüber hinaus können den Geschäftsführern sämtliche Ausgaben, die im Rahmen einer solchen Verwaltung oder zur Verfolgung des Gesellschaftsgegenstandes getätigt wurden, zurückerstattet werden.

Art. 15. Interessenkonflikte. Wenn einer der Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Rechtsgeschäft der Gesellschaft hat oder haben könnte, muss er dieses persönliche Interesse den anderen Geschäftsführern anzeigen und darf nicht an der Abstimmung über dieses Rechtsgeschäft teilnehmen.

Falls es nur einen Geschäftsführer gibt, genügt es, dass das Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und ihrem Geschäftsführer, der ein entgegengesetztes Interesse hat, schriftlich festgehalten wird.

Die vorstehenden Bestimmungen sind nicht anwendbar wenn (i) das betreffende Rechtsgeschäft unter fairen Marktbedingungen eingegangen wurde und (ii) in die gewöhnlichen Geschäftsabläufe der Gesellschaft fällt.

Kein Vertrag oder sonstiges Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder irgend einem anderen Unternehmen wird durch den bloßen Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft persönlich an einer solchen Gesellschaft oder einem solchen Unternehmen beteiligt sind oder Geschäftsführer, Gesellschafter, Bevollmächtigte(r) oder Angestellte(r) einer solchen Gesellschaft oder eines solchen Unternehmens sind. Keine Person, welche in einer der zuvor beschriebenen Weise mit einer Gesellschaft oder einem Unternehmen in Beziehung steht, mit der beziehungsweise dem die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonst wie Geschäfte tätigt, wird automatisch daran gehindert über solche Verträge oder andere Geschäfte zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Art. 16. Haftung der Geschäftsführung - Freistellung. Die (der) Geschäftsführer treffen (trifft) keine persönliche Haftung hinsichtlich der aufgrund ihrer (seiner) Funktion für die Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen.

Geschäftsführer sind für die Ausführung ihrer Aufgaben verantwortlich.

Die Gesellschaft stellt jeden Geschäftsführer, Angestellten oder Mitarbeiter und, gegebenenfalls, dessen Erben, Nachlassverwalter und Vermögensverwalter, von Schäden und Ausgaben frei, die ihm im Zusammenhang eines Rechtsstreits oder eines Prozesses, an dem er aufgrund seiner Funktion als Geschäftsführer oder früherer Geschäftsführer, Angestellter oder Mitarbeiter der Gesellschaft beteiligt ist. Das Gleiche gilt, wenn er auf Anfrage der Gesellschaft für eine andere Gesellschaft an der die Gesellschaft beteiligt ist oder von der sie Gläubigerin ist, Ausgaben tätigt und der gegenüber er nicht zur Freistellung berechtigt ist, außer bei Klagsachen in denen er schließlich endgültig wegen grober Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft verurteilt wurde. Im Falle eines Vergleichs wird Freistellung nur für vom Vergleich umfasste Fragen gewährt, bei denen die Gesellschaft von ihrem Rechtsbeistand dahingehend beraten worden ist, dass der freizustellenden Person keine grobe Fahrlässigkeit oder grobes Fehlverhalten vorzuwerfen ist. Das vorgenannte Recht zur Freistellung schließt keine anderen Rechte aus zu denen die betreffende Person berechtigt ist.

Art. 17. Wirtschaftsprüfer. Außer in den Fällen, in denen die gesetzlichen Bestimmungen die Prüfung der Jahresabschlüsse und konsolidierten Jahresabschlüsse durch einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer vorsehen, wird das Geschäft der Gesellschaft und deren finanzielle Situation, einschließlich insbesondere der Bücher und Konten durch Wirtschaftsprüfer, welche nicht Gesellschafter zu sein brauchen, geprüft.

Die statutorischen oder zugelassenen Wirtschaftsprüfer, falls es solche gibt, werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, der ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die Wirtschaftsprüfer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s) abberufen werden außer in Fällen, in denen das Gesetz vorschreibt, dass der zugelassene Wirtschaftsprüfer nur aufgrund schwerwiegendem Grund oder in gegenseitigem Einverständnis abberufen werden kann.

Kapitel IV. Gesellschafter

Art. 18. Befugnisse der Gesellschafter. Die Gesellschafter haben die Rechte, die ihnen nach der Satzung und dem Gesetz zustehen. Besteht die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter, so übt dieser die Befugnisse aus, die das Gesetz der Gesellschafterversammlung übertragen hat.

Jede ordnungsgemäß zusammengetretene Gesellschafterversammlung repräsentiert alle Gesellschafter.

Art. 19 Jahresgesellschafterversammlung. Die Jahresgesellschafterversammlung, die verpflichtend abgehalten werden muss wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, wird am ersten Tag des Monats Juni abgehalten.

Wenn dieser Tag ein Tag ist an dem Banken in Luxemburg nicht geöffnet sind, wird die Versammlung am darauffolgenden Werktag abgehalten.

Art. 20. Andere Gesellschafterversammlungen. Besteht die Gesellschaft aus mehreren, jedoch nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, können die Beschlüsse der Gesellschafter in schriftlicher Form gefasst werden. Schriftliche Beschlüsse können in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts und jeweils von einem oder mehreren Gesellschaftern unterzeichnet festgehalten sein. Sind die zu fassenden Beschlüsse von den Geschäftsführern an die Gesellschafter übermittelt worden, so sind die Gesellschafter verpflichtet innerhalb von fünfzehn (15) Kalendertagen seit dem Eingang des Textes des vorgeschlagenen Beschlusses ihre Entscheidung zu treffen und sie der Gesellschaft durch jedes, die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel, zukommen zu lassen. Die Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit und den erforderlichen Mehrheiten bei Beschlüssen der Gesellschafterversammlung sind sinngemäß auf die Beschlussfassung im schriftlichen Verfahren anwendbar.

Gesellschafterversammlungen, einschließlich der Jahresgesellschafterversammlung werden am Gesellschaftssitz abgehalten oder an jedem anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg; sie können im Ausland abgehalten werden, wenn Umstände höherer Gewalt, deren Einschätzung im alleinigen Interesse des (der) Geschäftsführer(s) liegt, dies erforderlich machen.

Art. 21. Mitteilung von Gesellschafterversammlungen. Außer in den Fällen eines Alleingesellschafter, können sich die Gesellschafter auch auf Einberufungsschreiben versammeln, das in Übereinstimmung mit der Satzung oder dem Gesetz von den Geschäftsführern, oder andernfalls durch die statutorischen Wirtschaftsprüfer (falls vorhanden) ausgegeben wird oder andernfalls durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Das an die Gesellschafter gesendete Einberufungsschreiben gibt die Zeit, den Ort und die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung an sowie die Eigenart der zu behandelnden Geschäftstätigkeit. Die Tagesordnung soll gegebenenfalls eine vorgeschlagene Satzungsänderung darlegen und gegebenenfalls die Änderungen angeben, die den Gesellschaftszweck oder die Rechtsform der Gesellschaft betreffen.

Sind alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, dass sie über die Tagesordnung ordnungsgemäß in Kenntnis gesetzt worden sind, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Art. 22. Anwesenheit - Vertretung. Alle Gesellschafter besitzen bei jeder Gesellschafterversammlung ein Teilnahme- und Rederecht.

Ein Gesellschafter kann sich durch schriftliche Ermächtigung, welche durch ein die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel übermittelt wurde, bei jeder Gesellschafterversammlung durch eine andere Person, die nicht selbst Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

Art. 23. Verfahren. Den Vorsitz der Gesellschafterversammlung führt der Vorsitzende oder eine Person, die hierzu von den Geschäftsführern oder andernfalls durch die Gesellschafterversammlung ernannt wird.

Der Vorsitzende der Gesellschafterversammlung ernennt einen Schriftführer.

Die Gesellschafterversammlung ernennt einen (1) Stimmzähler, der unter den Personen, die bei der Gesellschafterversammlung anwesend sind, gewählt wird.

Der Vorsitzende, der Schriftführer und der Stimmzähler bilden zusammen den Vorstand der Gesellschafterversammlung.

Art. 24. Abstimmung. Bei jeder Gesellschafterversammlung, die nicht einberufen wurde zur Änderung der Satzung oder zur Fassung von Beschlüssen, die den Mehrheitsverhältnissen, wie sie zur Änderung der Satzung erforderlich sind, unterliegen, werden Beschlüsse von Gesellschaftern gefasst, die mehr als die Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Wenn eine solche Mehrheit nicht bei der ersten Versammlung oder bei dem ersten Versuch einer schriftlichen Beschlussfassung erreicht wird, werden die Gesellschafter ein zweites Mal einberufen oder konsultiert; Beschlüsse werden dann unabhängig von der Anzahl der vertretenen Aktien, durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Bei jeder Gesellschafterversammlung, die in Übereinstimmung mit der Satzung oder den Gesetzen zum Zwecke der Satzungsänderung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, die den Mehrheitsverhältnissen, wie sie zur Änderung der Satzung erforderlich sind, unterliegen, einberufen wird, entsprechen die Mehrheitsverhältnisse der Mehrheit der Anzahl der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Art. 25. Protokolle. Das Protokoll der Gesellschafterversammlung wird von den anwesenden Gesellschaftern unterzeichnet und kann von Gesellschaftern, oder Vertretern von Gesellschaftern, die dies verlangen, unterzeichnet werden.

Die vom Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse werden schriftlich festgehalten und von dem Alleingesellschafter unterzeichnet.

Kopien oder Auszüge der von den (dem) Gesellschafter(n) angenommenen Beschlüsse sowie des Sitzungsprotokolls der Gesellschafterversammlung, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, können von einem Geschäftsführer oder durch zwei (2) Geschäftsführer gemeinsam, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt worden ist, unterzeichnet werden.

Kapitel V. Geschäftsjahr, Finanzberichte, Ausschüttung von Gewinnen

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Oktober und endet am dreißigsten September eines jeden Jahres.

Art. 27. Annahme der Finanzberichte. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden die Konten geschlossen und die Geschäftsführer erstellen in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen ein Verzeichnis der Vermögensanlagen und Verpflichtungen sowie die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Jahresabschluss und/oder der konsolidierte Jahresabschluss (werden) wird den (dem) Gesellschafter(n) vorgelegt.

Jeder Gesellschafter kann in diese Finanzdokumente am Gesellschaftssitz einsehen. Besteht die Gesellschaft aus mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, kann dieses Recht nur während einer Zeitspanne von fünfzehn (15) Kalendertagen bis zum Datum der jährlichen Hauptversammlung ausgeübt werden.

Art. 28. Gewinnverteilung. Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage zugewiesen (die „Rücklage“). Diese Verpflichtung entfällt sobald und solange diese Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Nach der Zuweisung zur gesetzlichen Rücklage bestimmen die Gesellschafter wie der verbleibende jährliche Reingewinn verteilt werden soll indem sie diesen vollständig oder teilweise einer Rücklage zuweisen, auf das nächste Geschäftsjahr vortragen oder, zusammen mit vorgetragenen Gewinnen, ausschüttbaren Rücklagen oder Ausgabepremien an die Gesellschafter ausschütten, wobei jeder Anteil in gleichem Verhältnis zur Teilnahme an einer solchen Ausschüttung berechtigt.

Vorbehaltlich der (gegebenenfalls) gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen und unter Berücksichtigung der vorstehenden Bestimmungen, können die Geschäftsführer eine Abschlagsdividende an die Gesellschafter auszahlen. Die Geschäftsführer legen die Summe und das Datum einer solchen Abschlagszahlung fest.

Kapitel VI. Auflösung, Liquidation

Art. 29. Auflösung, Liquidation. Die Gesellschaft kann durch einen Entschluss der (des) Gesellschafter(s) aufgelöst werden, der durch die Hälfte der Gesellschafter gefasst wird, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, so wird die Liquidation durch die (den) Geschäftsführer oder andere (natürliche oder juristische) Personen durchgeführt, deren Befugnisse und Vergütung von den (dem) Gesellschafter(n) bestimmt werden.

Nach Begleichung aller Schulden und sonstiger gegen die Gesellschaft bestehenden Ansprüche einschließlich der Liquidationskosten wird der Reinerlös aus der Abwicklung an die Gesellschafter so verteilt, dass das wirtschaftliche Ergebnis den auf die Ausschüttung von Dividenden anwendbaren Regeln entspricht.

Kapitel VII. Anwendbares recht

Art. 30. Anwendbares Recht. Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach den Gesetzen, insbesondere dem Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der zuletzt geltenden Fassung.

Zeichnung und Zahlung.

Die Satzung ist somit durch den Notar aufgenommen, die Anteile wurden gezeichnet und der Nennwert zu einhundert Prozent (100%) in bar wie folgt eingezahlt:

Gesellschafter	Gezeichnetes Kapital	Anzahl Stammanteile	Eingezahlter Betrag
DBAG Holding II S.à r.l.	EUR 12.500,-	12,500	EUR 12.500,-
Total:	EUR 12.500,-	12,500	EUR 12.500,-

Die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) stand der Gesellschaft daher von diesem Zeitpunkt an zur Verfügung. Nachweis hierüber wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht, welcher erklärt, dass die Maßgaben von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der zuletzt geltenden Fassung, erfüllt wurden.

Kosten

Die Höhe der Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr eintausendfünfhundert (EUR 1.500) geschätzt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am letzten Tag des Monats September des Jahres 2014.

Gesellschafterbeschlüsse

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung hat beschlossen, den Sitz der Gesellschaft in L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer, Großherzogtum Luxemburg, festzulegen.

Zweiter Beschluss

Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf zwei (2) festgelegt und die folgenden Personen werden auf unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer ernannt:

- James Bermingham, Anwalt, geboren in Sheffield, Vereinigtes Königreich, am 19. Dezember 1972, mit beruflicher Adresse in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Großherzogtum Luxemburg; und
- Anke Jager, Geschäftsführerin, geboren in Salzgitter, Deutschland, am 22. April 1968 mit beruflicher Adresse in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch spricht und versteht, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Antrag des Vollmachtnehmers der oben genannten Partei in englischer Sprache verfasst wurde, der eine deutsche Fassung folgt; auf Antrag desselben Vollmachtnehmers und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text gilt der englische Text.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, am eingangs erwähnten Datum.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Vollmachtnehmer vorgelesen worden ist, hat derselbe vorliegende Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet.

Signé: M. Müller, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 02 avril 2014. REM/2014/769. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 9 avril 2014.

Référence de publication: 2014051697/633.

(140059042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2014.

Atares Lux Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 137.679.

L'an deux mille quatorze, le vingtième jour du mois de mars;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

ATARES LUX INVEST S.A. (ci-après la «Société»), une société anonyme, ayant son siège social au 412F, route d'Esch à L-2086 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137679, représentée par ses administrateurs, Messieurs Serge KRANCENBLUM, Gerdy ROOSE et Christian FRANCOIS (ci-après les «Administrateurs»),

ici représentés par Monsieur Christian FRANCOIS, employé privé, avec adresse professionnelle à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch (le «Mandataire»),

agissant en sa qualité de mandataire spécial des Administrateurs de la Société en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par décision des Administrateurs de la Société en date du 20 décembre 2013.

La Société a été constituée suivant acte reçu par devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1078 du 2 mai 2008 et les statuts ont été modifiés en dernier lieu en date du 15 juillet 2013 suivant acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2643 du 23 octobre 2013.

Un extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration du 20 décembre 2013, après avoir été signé ne varietur par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera formalisé.

Lequel Mandataire, agissant en vertu du prédit pouvoir, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I. Que le capital social est fixé à douze millions trois cent six mille deux cent cinquante euros (EUR 12.306.250,-), représenté par:

- 635.000 (six cent trente-cinq mille) actions dites «Actions Ordinaires» et
- 195.625 (cent quatre-vingt-quinze mille six cent vingt-cinq) actions privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie A dites «MRPS A» et
- 400.000 (quatre cent mille) actions privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie B dites «MRPS B», toutes d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

II. Qu'aux termes de l'article 5.2 des statuts coordonnées de la Société:

Les montants à concurrence desquels le capital social peut être augmenté par décision du Conseil d'Administration (ci-après «Capital Autorisé») sont arrêtés comme suit:

- à concurrence de EUR 34.160.000,- (trente-quatre millions cent soixante mille euros) par la création et l'émission de 3.416.000 (trois millions quatre cent seize mille) Actions Ordinaires;
- à concurrence de EUR 48.543.750,- (quarante-huit millions cinq cent quarante-trois mille sept cent cinquante euros) par la création et l'émission de 4.854.375 (quatre millions huit cent cinquante-quatre mille trois cent soixante-quinze) MRPS A;
- à concurrence de EUR 48.000.000,- (quarante-huit millions d'euros) par la création et l'émission de 4.800.000 (quatre millions huit cent mille) MRPS B;

soit un Capital Autorisé total de EUR 130.703.750,- (cent trente millions sept cent trois mille sept cent cinquante euros), qui sera le cas échéant représenté par 13.070.375 (treize millions soixante-dix mille trois cent soixante-quinze) Actions, dont au maximum 3.416.000 (trois millions quatre cent seize mille) d'Actions Ordinaires, 4.854.375 (quatre millions huit cent cinquante-quatre mille trois cent soixante-quinze) MRPS A et 4.800.000 (quatre millions huit cent mille) MRPS B.

Cette autorisation est valable dès le 27 décembre 2012 et pendant une période de cinq ans prenant fin le 27 décembre 2017.

Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations.

Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

III. Que les Administrateurs, en date du 20 décembre 2013 et conformément à l'article 5.2 des statuts, ont réalisé une augmentation du capital social dans les limites du Capital Autorisé, d'un montant total de un million cent soixante-treize mille huit cent soixante-quinze euros (EUR 1.173.875,-), en vue de le porter de son montant actuel de douze millions trois cent six mille deux cent cinquante euros (EUR 12.306.250,-) à treize millions quatre cent quatre-vingt mille cent vingt-cinq euros (EUR 13.480.125,-), par la création de soixante-quatre mille cinq cents (64.500) nouvelles Actions Ordinaires d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, quarante-cinq mille six cent quatre-vingt-sept virgule cinquante (45.687,50) MRPS A et sept mille deux cents (7.200) MRPS B moyennant le paiement d'une prime d'émission de trois millions sept-cent vingt-six mille cent vingt-cinq euros (EUR 3.726.125,-).

Que les Administrateurs reconnaissent le paiement d'un montant total nominal de quatre millions neuf cent mille euros (EUR 4.900.000,-) à titre de libération de soixante-quatre mille cinq cents (64.500) nouvelles Actions Ordinaires d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, quarante-cinq mille six cent quatre-vingt-sept virgule cinquante (45.687,50) MRPS A et sept mille deux cents (7.200) MRPS B assorties d'une prime d'émission de trois millions sept-cent vingt-six mille cent vingt-cinq euros (EUR 3.726.125,-) d'ordre de PICTOR SPECIALIZED FUND SICAV-FIS S.A., une Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé, constituée en vertu des lois luxem-

bourgeoises, ayant son siège social 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg, inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et enregistrée sous le numéro B 142108;

Que les Administrateurs n'ont pas supprimé l'exercice du droit préférentiel de souscription des actionnaires et ont accepté la souscription des soixante-quatre mille cinq cents (64.500) nouvelles Actions Ordinaires d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, quarante-cinq mille six cent quatre-vingt-sept virgule cinquante (45.687,50) MRPS A et sept mille deux cents (7.200) MRPS B au profit de PICTOR SPECIALIZED FUND SICAV-FIS S.A., pré-désignée.

IV. Que le montant de quatre millions neuf cent mille euros (EUR 4.900.000,-), a été souscrit par le souscripteur pré-désigné et libéré intégralement en numéraire par un versement à un compte bancaire au nom de la Société, de sorte que la somme de quatre millions neuf cent mille euros (EUR 4.900.000,-) a été libérée intégralement par des apports en espèces et a été mise à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives.

V. Que suite à la réalisation de cette augmentation dans les limites du capital autorisé, les articles 5.1 et 5.2 des statuts sont modifiés en conséquence et a désormais la teneur suivante:

" Art. 5. Capital.

5.1 Capital social:

Le capital social souscrit est fixé à EUR 13.480.125,- (treize millions quatre cent quatre-vingt mille cent vingt-cinq euros).

Il est représenté par:

- 699.500 (six cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents) actions dites «Actions Ordinaires» et
- 241.312,50 (deux cent quarante et un mille trois cent douze virgule cinquante) actions privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie A dites «MRPS A» et
- 407.200 (quatre cent sept mille deux cents) actions privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie B dites «MRPS B»,

toutes d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

5.2 Capital autorisé:

Les montants à concurrence desquels le capital social peut être augmenté par décision du Conseil d'Administration (ci-après «Capital Autorisé») sont arrêtés comme suit:

- à concurrence de EUR 33.515.000,- (trente-trois millions cinq cent quinze mille euros) par la création et l'émission de 3.351.500 (trois millions trois cent cinquante et un mille cinq cents) Actions Ordinaires;

- à concurrence de EUR 48.086.875,- (quarante-huit millions quatre-vingt-six mille huit cent soixante-quinze euros) par la création et l'émission de 4.808.687,50 (quatre millions huit cent et huit mille six cent quatre-vingt-sept virgule cinquante) MRPS A;

- à concurrence de EUR 47.928.000,- (quarante-sept millions neuf cent vingt-huit mille euros) par la création et l'émission de 4.792.800 (quatre millions sept cent quatre-vingt-douze mille huit cents) MRPS B;

soit un Capital Autorisé total de EUR 129.529.875,- (cent vingt-neuf millions cinq cent vingt-neuf mille huit cent soixante-quinze euros), qui sera le cas échéant représenté par 12.952.987,50 (douze millions neuf cent cinquante-deux mille neuf cent quatre-vingt-sept virgule cinquante) Actions, dont au maximum 3.351.500 (trois millions trois cent cinquante et un mille cinq cents) Actions Ordinaires, 4.808.687,50 (quatre millions huit cent et huit mille six cent quatre-vingt-sept virgule cinquante) MRPS A et 4.792.800 (quatre millions sept cent quatre-vingt-douze mille huit cents) MRPS B.

Cette autorisation est valable dès le 27 décembre 2012 et pendant une période de cinq ans prenant fin le 27 décembre 2017.

Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations.

Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de trois mille quatre cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. FRANCOIS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 mars 2014. LAC/2014/13719. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 7 avril 2014.

Référence de publication: 2014051054/135.

(140058656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Duchess III CDO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 95.311.

Les décisions suivantes ont été prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société qui s'est tenue en date du 1^{er} avril 2014:

- acceptation de la démission de Madame Florence Rao, Monsieur Jorge Pérez Lozano et Monsieur Patrick van Denzen en tant qu'administrateurs de la Société avec effet immédiat;

- nomination, en remplacement des administrateurs démissionnaires, en tant que nouveaux administrateurs de la Société avec effet immédiat, de Monsieur Shehzaad Atchia, né le 22 mai 1982 à Curepipe (Île Maurice) et ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, de Monsieur Erik van Os, né le 20 février 1973 à Maastricht (Pays-Bas), ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et de Monsieur Fabrice Rota, né le 19 février 1975 à Mont-Saint-Martin (France), ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg. Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020;

- confirmation que le conseil d'administration de la Société est dorénavant composé des administrateurs suivants:

* Monsieur Shehzaad Atchia;

* Monsieur Erik van Os;

* Monsieur Fabrice Rota.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2014.

Pour la Société

Erik van Os

Administrateur

Référence de publication: 2014052379/27.

(140060227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

CPM Securitisation Fonds S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 103.693.

Die Generalversammlung hat Herrn Jochen Hirschmann, dienstansässig 2 Rue Jean Monnet in 2180 Luxembourg (Luxembourg), mit Wirkung vom 14.03.2014 zum Verwaltungsratsmitglied bestellt.

Der Verwaltungsrat setzt sich zum 14.03.2014 wie folgt zusammen:

- Andrew Gordon Keith DONALDSON

- Oliver SCHREIBER

- Jochen Hirschmann

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 25.03.2014.

Bevollmächtigter

Référence de publication: 2014052937/16.

(140060695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.
